

# Journal officiel

## de l'Union européenne

L 136

Édition  
de langue française

Législation

51<sup>e</sup> année  
24 mai 2008

Sommaire

## I Actes pris en application des traités CE/Euratom dont la publication est obligatoire

## RÈGLEMENTS

Règlement (CE) n° 449/2008 de la Commission du 23 mai 2008 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes ..... 1

## DIRECTIVES

★ **Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale** ..... 3

## II Actes pris en application des traités CE/Euratom dont la publication n'est pas obligatoire

## DÉCISIONS

**Commission**

2008/385/CE:

★ **Décision de la Commission du 24 janvier 2008 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exemptions relatives aux utilisations du plomb et du cadmium [notifiée sous le numéro C(2008) 268] <sup>(1)</sup>** ..... 9<sup>(1)</sup> Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

(Suite au verso.)

2008/386/CE:

- ★ **Décision de la Commission du 23 avril 2008 modifiant l'annexe A de la décision 2006/679/CE relative à la spécification technique d'interopérabilité concernant le sous-système contrôle-commande et signalisation du système ferroviaire transeuropéen conventionnel et l'annexe A de la décision 2006/860/CE concernant une spécification technique d'interopérabilité relative au sous-système contrôle-commande et signalisation du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse [notifiée sous le numéro C(2008) 1565] <sup>(1)</sup> .....** 11

2008/387/CE:

- ★ **Décision de la Commission du 30 avril 2008 modifiant les décisions 2001/881/CE et 2002/459/CE en ce qui concerne la liste des postes d'inspection frontaliers [notifiée sous le numéro C(2008) 1646] <sup>(1)</sup> .....** 18

2008/388/CE:

- ★ **Décision de la Commission du 23 mai 2008 soumettant l'importation d'huile de tournesol originaire ou en provenance d'Ukraine à des conditions particulières, en raison d'un risque de contamination par des huiles minérales [notifiée sous le numéro C(2008) 2259] <sup>(1)</sup> .....** 43

---

III Actes pris en application du traité UE

ACTES PRIS EN APPLICATION DU TITRE V DU TRAITÉ UE

- ★ **Décision 2008/389/PESC du Conseil du 7 avril 2008 concernant la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République centrafricaine relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République centrafricaine .....** 45

Accord entre l'Union européenne et la République centrafricaine relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République centrafricaine ..... 46

---

Rectificatifs

- ★ **Rectificatif à la directive 2008/42/CE de la Commission du 3 avril 2008 modifiant la directive 76/768/CEE du Conseil relative aux produits cosmétiques, en vue d'adapter ses annexes II et III au progrès technique (JO L 93 du 4.4.2008) .....** 52



---

<sup>(1)</sup> Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

## I

(Actes pris en application des traités CE/Euratom dont la publication est obligatoire)

## RÈGLEMENTS

## RÈGLEMENT (CE) N° 449/2008 DE LA COMMISSION

du 23 mai 2008

**établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1580/2007 de la Commission du 21 décembre 2007 portant modalités d'application des règlements (CE) n° 2200/96, (CE) n° 2201/96 et (CE) n° 1182/2007 du Conseil dans le secteur des fruits et légumes <sup>(1)</sup>, et notamment son article 138, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 1580/2007 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'importation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe.

- (2) En application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 138 du règlement (CE) n° 1580/2007 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 24 mai 2008.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 23 mai 2008.

*Par la Commission*

Jean-Luc DEMARTY

*Directeur général de l'agriculture et  
du développement rural*

<sup>(1)</sup> JO L 350 du 31.12.2007, p. 1.

## ANNEXE

**du règlement de la Commission du 23 mai 2008 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes**

(EUR/100 kg)

Code NC	Code des pays tiers <sup>(1)</sup>	Valeur forfaitaire à l'importation
0702 00 00	MA	63,6
	TN	105,3
	TR	81,4
	ZZ	83,4
0707 00 05	JO	162,5
	TR	134,7
	ZZ	148,6
0709 90 70	EG	216,7
	TR	116,4
	ZZ	166,6
0805 10 20	EG	47,5
	IL	67,7
	MA	53,5
	MX	62,0
	TN	52,0
	TR	50,7
	US	64,6
	ZZ	56,9
	0805 50 10	AR
TR		163,7
US		135,9
ZA		123,0
ZZ		140,8
0808 10 80	AR	93,8
	BR	84,2
	CA	75,2
	CL	94,4
	CN	76,9
	MK	62,5
	NZ	107,3
	US	105,8
	UY	102,1
	ZA	76,9
	ZZ	87,9
0809 20 95	US	433,9
	ZZ	433,9

<sup>(1)</sup> Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 1833/2006 de la Commission (JO L 354 du 14.12.2006, p. 19). Le code «ZZ» représente «autres origines».

## DIRECTIVES

## DIRECTIVE 2008/52/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

du 21 mai 2008

## sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 61, point c), et son article 67, paragraphe 5, second tiret,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Comité économique et social européen <sup>(1)</sup>,

statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité <sup>(2)</sup>,

considérant ce qui suit:

- (1) La Communauté s'est donné pour objectif de maintenir et de développer un espace de liberté, de sécurité et de justice, dans lequel est assurée la libre circulation des personnes. À cet effet, la Communauté doit adopter, entre autres, dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile les mesures qui sont nécessaires au bon fonctionnement du marché intérieur.
- (2) Le principe de l'accès à la justice est fondamental et, en vue de faciliter un meilleur accès à la justice, le Conseil européen réuni à Tampere les 15 et 16 octobre 1999 a invité les États membres à créer des procédures de substitution extrajudiciaires.
- (3) En mai 2000, le Conseil a adopté des conclusions sur les modes alternatifs de règlement des conflits relevant du droit civil et commercial et a déclaré que l'établissement de principes fondamentaux dans ce domaine constituait un pas essentiel pour permettre le développement et le fonctionnement appropriés de procédures extrajudiciaires concernant le règlement des conflits en matière civile et commerciale de façon à simplifier et améliorer l'accès à la justice.
- (4) En avril 2002, la Commission a présenté un livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, qui dressait un bilan de la situation actuelle en ce qui concerne les modes alternatifs de résolution des conflits dans l'Union européenne et engageait une vaste consultation auprès des États membres et des personnes concernées sur les mesures pouvant être mises en œuvre pour encourager le recours à la médiation.
- (5) L'objectif de garantir un meilleur accès à la justice, qui fait partie de la politique de l'Union européenne visant à établir un espace de liberté, de sécurité et de justice, devrait englober l'accès aux modes de résolution des litiges tant judiciaires qu'extrajudiciaires. La présente directive devrait contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur, notamment en ce qui concerne la possibilité de disposer de services de médiation.
- (6) La médiation peut apporter une solution extrajudiciaire économique et rapide aux litiges en matière civile et commerciale au moyen de processus adaptés aux besoins des parties. Les accords issus de la médiation sont susceptibles d'être respectés volontairement et de préserver une relation amiable et durable entre les parties. Ces avantages sont plus marqués encore dans des situations comportant des éléments transfrontaliers.
- (7) Pour encourager davantage le recours à la médiation et faire en sorte que les parties qui y recourent puissent se fonder sur un cadre juridique prévisible, il est nécessaire d'établir une législation-cadre qui porte en particulier sur les aspects essentiels de la procédure civile.
- (8) Les dispositions de la présente directive ne devraient s'appliquer qu'à la médiation des litiges transfrontaliers, mais rien ne devrait empêcher les États membres de les appliquer également aux processus de médiation internes.
- (9) La présente directive ne devrait nullement empêcher le recours aux techniques modernes de communication dans le cadre des processus de médiation.

<sup>(1)</sup> JO C 286 du 17.11.2005, p. 1.

<sup>(2)</sup> Avis du Parlement européen du 29 mars 2007 (JO C 27 E du 31.1.2008, p. 129), position commune du Conseil du 28 février 2008 (non encore parue au Journal officiel) et position du Parlement européen du 23 avril 2008 (non encore parue au Journal officiel).

- (10) La présente directive devrait s'appliquer aux processus dans lesquels deux parties ou plus à un litige transfrontalier tentent par elles-mêmes, volontairement, de parvenir à un accord à l'amiable sur la résolution de leur litige avec l'aide d'un médiateur. Elle devrait s'appliquer aux matières civiles et commerciales, sans pouvoir néanmoins s'appliquer aux droits et obligations dont les parties ne peuvent disposer par elles-mêmes en vertu de la législation pertinente applicable. De tels droits et obligations sont particulièrement fréquents en droit de la famille et en droit du travail.
- (11) La présente directive ne devrait pas s'appliquer aux pourparlers précontractuels ni aux processus quasi judiciaires tels que certaines procédures judiciaires de conciliation, les plaintes de consommateurs, l'arbitrage et les décisions d'expert ou aux processus dans lesquels des personnes ou des instances émettent une recommandation formelle, contraignante ou non, quant à la solution du litige.
- (12) La présente directive devrait également s'appliquer aux cas dans lesquels une juridiction renvoie les parties à la médiation ou à ceux dans lesquels le droit national la prescrit. En outre, lorsque le droit national permet au juge d'agir en qualité de médiateur, la présente directive devrait également s'appliquer à la médiation menée par un juge qui n'est en charge d'aucune procédure judiciaire ayant trait à l'objet du litige. La présente directive ne devrait pas, toutefois, couvrir les tentatives faites par la juridiction ou le juge saisi pour résoudre un litige au cours de la procédure judiciaire relative audit litige, ni les cas dans lesquels la juridiction ou le juge saisi demande l'assistance ou les conseils d'une personne compétente.
- (13) La médiation prévue par la présente directive devrait être un processus volontaire en ce sens que les parties elles-mêmes sont responsables du processus et peuvent l'organiser comme elles l'entendent et y mettre un terme à tout moment. Néanmoins, en vertu du droit national, les juridictions devraient avoir la possibilité de limiter le processus de médiation dans le temps. En outre, les juridictions devraient pouvoir attirer l'attention des parties sur la possibilité d'une médiation chaque fois qu'elle est appropriée.
- (14) Aucune disposition de la présente directive ne devrait affecter une législation nationale rendant le recours à la médiation obligatoire ou soumis à des incitations ou à des sanctions, pour autant qu'une telle législation n'empêche pas les parties d'exercer leur droit d'accès au système judiciaire. De même, aucune disposition de la présente directive ne devrait affecter des systèmes autorégulés de médiation existants, dans la mesure où ils portent sur des aspects ne relevant pas de la présente directive.
- (15) Afin d'assurer la sécurité juridique, la présente directive devrait indiquer la date qu'il convient de prendre en considération pour déterminer si un litige que les parties tentent de régler par la médiation est un litige transfrontalier ou non. En l'absence d'accord écrit, les parties devraient être réputées consentir à la médiation dès l'instant où elles effectuent une démarche spécifique visant à entamer un processus de médiation.
- (16) Pour assurer la confiance réciproque nécessaire en ce qui concerne la confidentialité, les effets sur les délais de prescription ainsi que la reconnaissance et l'exécution des accords issus de la médiation, les États membres devraient encourager, par tout moyen qu'ils jugent approprié, la formation des médiateurs et la mise en place de mécanismes efficaces de contrôle de la qualité relatifs à la fourniture des services de médiation.
- (17) Les États membres devraient définir de tels mécanismes, qui peuvent inclure le recours à des solutions commerciales, et ne devraient pas être tenus de les financer. Ces mécanismes devraient viser à préserver la souplesse du processus de médiation et l'autonomie des parties et veiller à ce que la médiation soit menée avec efficacité, impartialité et compétence. L'existence du code de conduite européen pour les médiateurs devrait être signalée aux médiateurs, ce code devant aussi être accessible au public sur l'internet.
- (18) Dans le domaine de la protection des consommateurs, la Commission a adopté une recommandation <sup>(1)</sup> qui établit les critères minimaux de qualité que les instances extrajudiciaires chargées de la résolution consensuelle des litiges de consommation doivent offrir à leurs utilisateurs. Tout médiateur ou tout organisme entrant dans le champ d'application de cette recommandation devrait être encouragé à en respecter les principes. Afin de faciliter la diffusion des informations relatives à de telles instances, la Commission devrait constituer une base de données des systèmes extrajudiciaires que les États membres jugent conformes aux principes de ladite recommandation.
- (19) La médiation ne devrait pas être considérée comme une solution secondaire par rapport aux procédures judiciaires au motif que le respect des accords issus de la médiation dépendrait de la bonne volonté des parties. Les États membres devraient donc veiller à ce que les parties à un accord écrit issu de la médiation puissent obtenir que son contenu soit rendu exécutoire. Un État membre ne devrait pouvoir refuser de rendre un accord exécutoire que si le contenu de l'accord est contraire à son droit, y compris son droit international privé, ou si son droit ne prévoit pas la possibilité de rendre le contenu de l'accord en question exécutoire. Tel pourrait être le cas si l'obligation énoncée dans l'accord ne pouvait, par nature, recevoir la force exécutoire.

<sup>(1)</sup> Recommandation 2001/310/CE de la Commission du 4 avril 2001 relative aux principes applicables aux organes extrajudiciaires chargés de la résolution consensuelle des litiges de consommation (JO L 109 du 19.4.2001, p. 56).

- (20) Le contenu d'un accord issu de la médiation qui est rendu exécutoire dans un État membre devrait être reconnu et déclaré exécutoire dans les autres États membres, conformément au droit communautaire ou national applicable, par exemple sur la base du règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale <sup>(1)</sup> ou du règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale <sup>(2)</sup>.
- (21) Le règlement (CE) n° 2201/2003 prévoit expressément que, pour être exécutoire dans un autre État membre, tout accord entre les parties doit être exécutoire dans l'État membre dans lequel il a été conclu. Par conséquent, si le contenu d'un accord issu de la médiation dans le domaine du droit de la famille n'est pas exécutoire dans l'État membre où il a été conclu et où la demande visant à le rendre exécutoire est formulée, la présente directive ne devrait pas encourager les parties à contourner la loi de l'État membre en question en faisant en sorte que l'accord soit rendu exécutoire dans un autre État membre.
- (22) La présente directive ne devrait pas porter atteinte aux règles des États membres concernant l'exécution des accords issus de la médiation.
- (23) La confidentialité est importante dans le cadre du processus de médiation et la présente directive devrait par conséquent prévoir un degré minimum de compatibilité entre les règles de procédure civile concernant les modalités de protection de la confidentialité de la médiation dans toute procédure ultérieure, qu'il s'agisse d'une procédure judiciaire civile ou commerciale ou d'un arbitrage.
- (24) Pour encourager les parties à recourir à la médiation, les États membres devraient veiller à ce que leurs règles de prescription n'empêchent pas les parties de saisir une juridiction ou un arbitre si leur tentative de médiation échoue. Les États membres devraient s'assurer que tel est le cas même si la présente directive n'harmonise pas les règles nationales sur les délais de prescription. Les dispositions relatives aux délais de prescription prévus dans des accords internationaux applicables dans les États membres, par exemple dans le domaine du droit des transports, ne devraient pas être affectées par la présente directive.
- (25) Les États membres devraient encourager la mise à la disposition du public d'informations sur la manière de contacter les médiateurs et les organismes fournissant des services de médiation. Les États membres devraient également encourager les praticiens de la justice à informer leurs clients des possibilités de médiation.
- (26) Conformément au point 34 de l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer» <sup>(3)</sup>, les États membres sont encouragés à établir, pour eux-mêmes et dans l'intérêt de la Communauté, leurs propres tableaux, qui illustrent, dans la mesure du possible, la concordance entre la présente directive et les mesures de transposition, et à les rendre publics.
- (27) La présente directive vise à promouvoir les droits fondamentaux et tient compte des principes qui sont reconnus notamment par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.
- (28) Étant donné que l'objectif de la présente directive ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les États membres et peut donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action, être mieux réalisé au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.
- (29) Conformément à l'article 3 du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande, annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, le Royaume-Uni et l'Irlande ont notifié leur souhait de participer à l'adoption et à l'application de la présente directive.
- (30) Conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du protocole sur la position du Danemark, annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, le Danemark ne participe pas à l'adoption de la présente directive et n'est pas lié par celle-ci, ni soumis à son application.

<sup>(1)</sup> JO L 12 du 16.1.2001, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1791/2006 (JO L 363 du 20.12.2006, p. 1).

<sup>(2)</sup> JO L 338 du 23.12.2003, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 2116/2004 (JO L 367 du 14.12.2004, p. 1).

<sup>(3)</sup> JO C 321 du 31.12.2003, p. 1.

ONT ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article 3

### Définitions

Aux fins de la présente directive, on entend par:

Article premier

### Objet et champ d'application

1. La présente directive a pour objet de faciliter l'accès à des procédures alternatives de résolution des litiges et de favoriser le règlement amiable des litiges en encourageant le recours à la médiation et en garantissant une articulation satisfaisante entre la médiation et les procédures judiciaires.

2. La présente directive s'applique, dans les litiges transfrontaliers, aux matières civiles et commerciales, à l'exception des droits et obligations dont les parties ne peuvent disposer en vertu de la législation pertinente applicable. Elle ne s'applique notamment ni aux matières fiscale, douanière ou administrative, ni à la responsabilité de l'État pour des actes ou des omissions commis dans l'exercice de la puissance publique («*acta jure imperii*»).

3. Aux fins de la présente directive, on entend par «État membre», tout État membre autre que le Danemark.

a) «médiation», un processus structuré, quelle que soit la manière dont il est nommé ou visé, dans lequel deux ou plusieurs parties à un litige tentent par elles-mêmes, volontairement, de parvenir à un accord sur la résolution de leur litige avec l'aide d'un médiateur. Ce processus peut être engagé par les parties, suggéré ou ordonné par une juridiction ou prescrit par le droit d'un État membre.

Elle inclut la médiation menée par un juge qui n'est chargé d'aucune procédure judiciaire ayant trait au litige en question. Elle exclut les tentatives faites par la juridiction ou le juge saisi d'un litige pour résoudre celui-ci au cours de la procédure judiciaire relative audit litige;

b) «médiateur», tout tiers sollicité pour mener une médiation avec efficacité, impartialité et compétence, quelle que soit l'appellation ou la profession de ce tiers dans l'État membre concerné et quelle que soit la façon dont il a été nommé pour mener ladite médiation ou dont il a été chargé de la mener.

Article 2

### Litiges transfrontaliers

1. Aux fins de la présente directive, on entend par «litige transfrontalier», tout litige dans lequel une des parties au moins est domiciliée ou a sa résidence habituelle dans un État membre autre que l'État membre de toute autre partie à la date à laquelle:

- a) les parties conviennent de recourir à la médiation après la naissance du litige;
- b) la médiation est ordonnée par une juridiction;
- c) une obligation de recourir à la médiation prend naissance en vertu du droit national; ou
- d) les parties sont invitées à recourir à la médiation aux fins de l'article 5.

2. Nonobstant le paragraphe 1, aux fins des articles 7 et 8, on entend également par «litige transfrontalier», tout litige dans lequel des procédures judiciaires ou d'arbitrage suivant une médiation entre les parties sont entamées dans un État membre autre que celui dans lequel les parties sont domiciliées ou ont leur résidence habituelle à la date visée au paragraphe 1, point a), b) ou c).

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2, le domicile est déterminé conformément aux articles 59 et 60 du règlement (CE) n° 44/2001.

Article 4

### Qualité de la médiation

1. Les États membres encouragent, par tout moyen qu'ils jugent approprié, l'élaboration de codes volontaires de bonne conduite et l'adhésion à ces codes, par les médiateurs et les organismes fournissant des services de médiation, ainsi que d'autres mécanismes efficaces de contrôle de la qualité relatifs à la fourniture de services de médiation.

2. Les États membres promeuvent la formation initiale et continue de médiateurs afin de veiller à ce que la médiation soit menée avec efficacité, compétence et impartialité à l'égard des parties.

Article 5

### Recours à la médiation

1. Une juridiction saisie d'une affaire peut, le cas échéant et compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, inviter les parties à recourir à la médiation pour résoudre le litige. La juridiction peut également inviter les parties à assister à une réunion d'information sur le recours à la médiation pour autant que de telles réunions soient organisées et facilement accessibles.



2. La présente directive s'applique sans préjudice de toute législation nationale rendant le recours à la médiation obligatoire ou le soumettant à des incitations ou des sanctions, que ce soit avant ou après le début de la procédure judiciaire, pour autant qu'une telle législation n'empêche pas les parties d'exercer leur droit d'accès au système judiciaire.

#### Article 6

##### Caractère exécutoire des accords issus de la médiation

1. Les États membres veillent à ce que les parties, ou l'une d'entre elles avec le consentement exprès des autres, puissent demander que le contenu d'un accord écrit issu d'une médiation soit rendu exécutoire. Le contenu d'un tel accord est rendu exécutoire, sauf si, en l'espèce, soit ce contenu est contraire au droit de l'État membre dans lequel la demande est formulée, soit le droit de cet État membre ne prévoit pas la possibilité de le rendre exécutoire.

2. Le contenu de l'accord peut être rendu exécutoire par une juridiction ou une autre autorité compétente au moyen d'un jugement ou d'une décision ou dans un acte authentique, conformément au droit de l'État membre dans lequel la demande est formulée.

3. Les États membres communiquent à la Commission le nom des juridictions ou autres autorités compétentes pour recevoir une demande conformément aux paragraphes 1 et 2.

4. Aucune disposition du présent article n'affecte les règles applicables à la reconnaissance et à l'exécution dans un autre État membre d'un accord qui a été rendu exécutoire conformément au paragraphe 1.

#### Article 7

##### Confidentialité de la médiation

1. Étant donné que la médiation doit être menée de manière à préserver la confidentialité, les États membres veillent à ce que, sauf accord contraire des parties, ni le médiateur ni les personnes participant à l'administration du processus de médiation ne soient tenus de produire, dans une procédure judiciaire civile ou commerciale ou lors d'un arbitrage, des preuves concernant les informations résultant d'un processus de médiation ou en relation avec celui-ci, excepté:

a) lorsque cela est nécessaire pour des raisons impérieuses d'ordre public dans l'État membre concerné, notamment pour assurer la protection des intérêts primordiaux des enfants ou empêcher toute atteinte à l'intégrité physique ou psychologique d'une personne; ou

b) lorsque la divulgation du contenu de l'accord issu de la médiation est nécessaire pour mettre en œuvre ou pour exécuter ledit accord.

2. Aucune disposition du paragraphe 1 n'empêche les États membres d'appliquer des mesures plus strictes en vue de préserver la confidentialité de la médiation.

#### Article 8

##### Effets de la médiation sur les délais de prescription

1. Les États membres veillent à ce que les parties qui choisissent la médiation pour tenter de résoudre un litige ne soient pas empêchées par la suite d'entamer une procédure judiciaire ou une procédure d'arbitrage concernant ce litige du fait de l'expiration des délais de prescription pendant le processus de médiation.

2. Le paragraphe 1 s'entend sans préjudice des dispositions sur les délais de prescription figurant dans les accords internationaux auxquels les États membres sont parties.

#### Article 9

##### Information du public

Les États membres encouragent, par tout moyen qu'ils jugent approprié, la mise à la disposition du public, notamment sur internet, d'informations sur la manière de contacter les médiateurs et les organismes fournissant des services de médiation.

#### Article 10

##### Informations sur les autorités et les juridictions compétentes

La Commission met à la disposition du public, par tout moyen approprié, les informations sur les autorités ou les juridictions compétentes qui sont communiquées par les États membres conformément à l'article 6, paragraphe 3.

#### Article 11

##### Révision

Au plus tard le 21 mai 2016, la Commission présente au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen un rapport relatif à l'application de la présente directive. Ce rapport examine l'évolution de la médiation dans l'ensemble de l'Union européenne et l'incidence de la présente directive dans les États membres. Il est accompagné, si nécessaire, de propositions visant à adapter la présente directive.

*Article 12***Transposition**

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive avant le 21 mai 2011, à l'exception de l'article 10, pour lequel la mise en conformité a lieu au plus tard le 21 novembre 2010. Ils en informent immédiatement la Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

*Article 13***Entrée en vigueur**

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

*Article 14***Destinataires**

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Strasbourg, le 21 mai 2008.

*Par le Parlement européen*

*Le président*

H.-G. PÖTTERING

*Par le Conseil*

*Le président*

J. LENARČIČ

---

## II

(Actes pris en application des traités CE/Euratom dont la publication n'est pas obligatoire)

## DÉCISIONS

## COMMISSION

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 24 janvier 2008

**modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exemptions relatives aux utilisations du plomb et du cadmium**

[notifiée sous le numéro C(2008) 268]

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/385/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

aucune solution de remplacement valable pour l'oxyde de plomb utilisé dans les tubes laser à l'argon et au krypton.

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques <sup>(1)</sup>, et notamment son article 5, paragraphe 1, point b),

(3) La directive 2002/95/CE doit donc être modifiée en conséquence.

(4) Conformément à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 2002/95/CE, la Commission a consulté les parties concernées.

considérant ce qui suit:

(1) La directive 2002/95/CE dispose que la Commission évalue certaines substances dangereuses interdites conformément à l'article 4, paragraphe 1, de ladite directive.

(5) Les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité institué par l'article 18 de la directive 2006/12/CE du Parlement européen et du Conseil <sup>(2)</sup>,

(2) Certains matériaux et composants contenant du plomb et du cadmium doivent être exemptés de l'interdiction, dans la mesure où l'emploi de ces substances dangereuses dans ces matériaux et composants spécifiques reste inévitable. Rien ne peut encore remplacer les alliages de cadmium dans les transducteurs. Les lampes plates sans mercure ni plomb ne sont pas encore disponibles, et il n'existe

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

L'annexe de la directive 2002/95/CE est modifiée conformément à l'annexe de la présente décision.

<sup>(1)</sup> JO L 37 du 13.2.2003, p. 19. Directive modifiée en dernier lieu par la décision 2006/692/CE de la Commission (JO L 283 du 14.10.2006, p. 50).

<sup>(2)</sup> JO L 114 du 27.4.2006, p. 9.

*Article 2*

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 2008.

*Par la Commission*  
Stavros DIMAS  
*Membre de la Commission*

---

## ANNEXE

Les points 30, 31 et 32 suivants sont ajoutés à l'annexe de la directive 2002/95/CE:

- «30. Les alliages de cadmium comme joints de soudure électrique/mécanique des conducteurs électriques situés directement sur la bobine acoustique des transducteurs utilisés dans les haut-parleurs d'une puissance supérieure ou égale à 100 dB (A).
- 31. Le plomb dans les matériaux de soudure des lampes fluorescentes plates sans mercure (destinées, par exemple, aux afficheurs à cristaux liquides et à l'éclairage décoratif ou industriel).
- 32. L'oxyde de plomb dans le joint de scellement des fenêtres entrant dans la fabrication des tubes laser à l'argon et au krypton.»

---

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 23 avril 2008

**modifiant l'annexe A de la décision 2006/679/CE relative à la spécification technique d'interopérabilité concernant le sous-système contrôle-commande et signalisation du système ferroviaire transeuropéen conventionnel et l'annexe A de la décision 2006/860/CE concernant une spécification technique d'interopérabilité relative au sous-système contrôle-commande et signalisation du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse**

[notifiée sous le numéro C(2008) 1565]

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/386/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 96/48/CE du Conseil du 23 juillet 1996 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse <sup>(1)</sup>, et notamment son article 6, paragraphe 1,vu la directive 2001/16/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen conventionnel <sup>(2)</sup>, et notamment son article 6, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

(1) La décision 2006/679/CE de la Commission <sup>(3)</sup> a défini la première spécification technique d'interopérabilité (STI) relative au sous-système contrôle-commande et signalisation du système ferroviaire transeuropéen conventionnel.

(2) La décision 2002/731/CE de la Commission <sup>(4)</sup> a défini la première spécification technique d'interopérabilité (STI) relative au sous-système contrôle-commande et signalisation du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse; elle a été abrogée et remplacée par la décision 2006/860/CE de la Commission <sup>(5)</sup>.

(3) La décision 2007/153/CE a adapté l'annexe A des décisions 2006/679/CE et 2006/860/CE au progrès technique.

(4) Il convient d'actualiser l'annexe A pour prendre en compte l'accord intervenu au sein des groupes de

travail de l'Agence ferroviaire européenne concernant le subset 108.

(5) Conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la directive 96/48/CE et à l'article 6, paragraphe 2, de la directive 2001/16/CE, l'Agence ferroviaire européenne est chargée de préparer la révision et la mise à jour des STI et de faire toute recommandation au comité visé à l'article 21 afin de tenir compte de l'évolution des techniques et des exigences sociales.

(6) Conformément à l'article 12 du règlement (CE) n° 881/2004 du Parlement européen et du Conseil <sup>(6)</sup>, l'Agence ferroviaire européenne veille à ce que les STI soient adaptées au progrès technique et aux évolutions du marché et des exigences sociales, et propose à la Commission les projets d'adaptation des STI qu'elle estime nécessaires.

(7) L'Agence ferroviaire européenne a adopté le 14 janvier 2008 une recommandation concernant la liste des spécifications obligatoires et la liste des spécifications informatives définies dans les STI pour les systèmes ferroviaires conventionnels et les systèmes ferroviaires à grand vitesse.

(8) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité institué par l'article 21 de la directive 96/48/CE,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

La liste des spécifications obligatoires et la liste des spécifications informatives établies à l'annexe A des STI jointes à la décision 2006/679/CE relative à la spécification technique d'interopérabilité concernant le sous-système contrôle-commande et signalisation du système ferroviaire transeuropéen conventionnel et à l'annexe A des STI jointes à la décision 2006/860/CE concernant une spécification technique d'interopérabilité relative au sous-système contrôle-commande et signalisation du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse sont remplacées par la liste des spécifications obligatoires et par la liste des spécifications informatives jointes à la présente décision.

<sup>(1)</sup> JO L 235 du 17.9.1996, p. 6. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2007/32/CE de la Commission (JO L 141 du 2.6.2007, p. 63).

<sup>(2)</sup> JO L 110 du 20.4.2001, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2007/32/CE de la Commission.

<sup>(3)</sup> JO L 284 du 16.10.2006, p. 1. Décision modifiée en dernier lieu par la décision 2007/153/CE (JO L 67 du 7.3.2007, p. 13).

<sup>(4)</sup> JO L 245 du 12.9.2002, p. 37. Décision modifiée par la décision 2004/447/CE (JO L 155 du 30.4.2004, p. 69); rectifiée au JO L 193 du 1.6.2004, p. 53.

<sup>(5)</sup> JO L 342 du 7.12.2006, p. 1. Décision modifiée par la décision 2007/153/CE.

<sup>(6)</sup> JO L 164 du 30.4.2004, p. 1; rectifié au JO L 220 du 21.6.2004, p. 3.

*Article 2*

Les spécifications de l'ETCS (European Train Control System) liées à la présente décision seront complétées avant le 31 décembre 2008 afin d'inclure les spécifications actualisées concernant les essais communs et de corriger toute erreur éventuelle.

*Article 3*

Les États membres indiquent à la Commission avant le 31 décembre 2008, et sans préjudice de l'article 7 de la directive 96/48/CE et de l'article 7 de la directive 2001/16/CE, sur quelles lignes contrôlées par l'ETCS sont ou seront appliquées les spécifications obligatoires applicables avant l'entrée en vigueur de la présente décision.

Les États membres indiquent également à la Commission avant le 31 décembre 2008 la date à partir de laquelle les trains

conformes aux spécifications établies dans la présente décision peuvent circuler sur chacune de leurs lignes contrôlées par l'ETCS.

*Article 4*

La présente décision s'applique à partir du 1<sup>er</sup> juin 2008.

*Article 5*

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 23 avril 2008.

*Par la Commission*

Jacques BARROT

*Vice-président*

## ANNEXE

## «LISTE DES SPÉCIFICATIONS OBLIGATOIRES

Index n°	Référence	Intitulé du document	Version
1.	ERA/ERTMS/003204	ERTMS/ETCS Functional requirement specification	5.0
2.		Supprimé intentionnellement	
3.	UNISIG SUBSET-023	Glossary of terms and abbreviations	2.0.0
4.	UNISIG SUBSET-026	System requirement specification	2.3.0
5.	UNISIG SUBSET-027	FFIS Juridical recorder-downloading tool	2.2.9
6.	UNISIG SUBSET-033	FIS for man-machine interface	2.0.0
7.	UNISIG SUBSET-034	FIS for the train interface	2.0.0
8.	UNISIG SUBSET-035	Specific transmission module FFFIS	2.1.1
9.	UNISIG SUBSET-036	FFIS for Eurobalise	2.4.1
10.	UNISIG SUBSET-037	EuroRadio FIS	2.3.0
11.	Réservé 05E537	Offline key management FIS	
12.	UNISIG SUBSET-039	FIS for the RBC/RBC handover	2.1.2
13.	UNISIG SUBSET-040	Dimensioning and engineering rules	2.0.0
14.	UNISIG SUBSET-041	Performance requirements for interoperability	2.1.0
15.	ERA SUBSET-108	Interoperability related consolidation on TSI annex A documents	1.2.0
16.	UNISIG SUBSET-044	FFIS for Euroloop subsystem	2.2.0
17.		Supprimé intentionnellement	
18.	UNISIG SUBSET-046	Radio infill FFFS	2.0.0
19.	UNISIG SUBSET-047	Trackside-trainborne FIS for radio infill	2.0.0
20.	UNISIG SUBSET-048	Trainborne FFFIS for radio infill	2.0.0
21.	UNISIG SUBSET-049	Radio infill FIS with LEU/interlocking	2.0.0
22.		Supprimé intentionnellement	
23.	UNISIG SUBSET-054	Assignment of values to ETCS variables	2.0.0
24.		Supprimé intentionnellement	
25.	UNISIG SUBSET-056	STM FFFIS Safe time layer	2.2.0
26.	UNISIG SUBSET-057	STM FFFIS Safe link layer	2.2.0
27.	UNISIG SUBSET-091	Safety requirements for the technical interoperability of ETCS in levels 1 and 2	2.2.11

Index n°	Référence	Intitulé du document	Version
28.	Réservé	Reliability — availability requirements	
29.	UNISIG SUBSET-102	Test specification for interface “k”	1.0.0
30.	Supprimé intentionnellement		
31.	UNISIG SUBSET-094	UNISIG Functional requirements for an onboard reference test facility	2.0.0
32.	EIRENE FRS	GSM-R Functional requirements specification	7
33.	EIRENE SRS	GSM-R System requirements specification	15
34.	A11T6001 12	(MORANE) Radio transmission FFFIS for EuroRadio	12
35.	ECC/DC(02)05	ECC Decision of 5 July 2002 on the designation and availability of frequency bands for railway purposes in the 876-880 and 921-925 MHz bands	
36a.	Supprimé intentionnellement		
36b.	Supprimé intentionnellement		
36c.	UNISIG SUBSET-074-2	FFFIS STM Test cases document	1.0.0
37a.	Supprimé intentionnellement		
37b.	UNISIG SUBSET-076-5-2	Test cases related to features	2.2.2
37c.	UNISIG SUBSET-076-6-3	Test sequences	2.0.0
37d.	UNISIG SUBSET-076-7	Scope of the test specifications	1.0.0
37e.	Supprimé intentionnellement		
38.	06E068	ETCS Marker-board definition	1.0
39.	UNISIG SUBSET-092-1	ERTMS EuroRadio conformance requirements	2.2.5
40.	UNISIG SUBSET-092-2	ERTMS EuroRadio test cases safety layer	2.2.5
41.	Réservé UNISIG SUBSET 028	JRU Test specification	
42.	Supprimé intentionnellement		
43.	UNISIG SUBSET 085	Test specification for Eurobalise FFFIS	2.2.2
44.	Réservé	Odometry FIS	
45.	UNISIG SUBSET-101	Interface “K” specification	1.0.0
46.	UNISIG SUBSET-100	Interface “G” specification	1.0.1
47.	Réservé	Safety requirements and requirements to safety analysis for interoperability for the control-command and signalling subsystem	
48.	Réservé	Test specification for mobile equipment GSM-R	
49.	UNISIG SUBSET-059	Performance requirements for STM	2.1.1
50.	Réservé UNISIG SUBSET-103	Test specification for Euroloop	



Index n°	Référence	Intitulé du document	Version
51.	Réservé	Ergonomic aspects of the DMI	
52.	UNISIG SUBSET-058	FFFIS STM Application layer	2.1.1
53.	Réservé AEIF-ETCS-Variables-Manual	AEIF-ETCS Variables manual	
54.	Supprimé intentionnellement		
55.	Réservé	Juridical recorder baseline requirements	
56.	Réservé 05E538	ERTMS Key management conformance requirements	
57.	Réservé UNISIG SUBSET-107	Requirements on pre-fitting of ERTMS onboard equipment	
58.	UNISIG SUBSET-097	Requirements for RBC-RBC safe communication interface	1.1.0
59.	Réservé UNISIG SUBSET-105	Requirements on pre-fitting of ERTMS trackside equipment	
60.	Réservé UNISIG SUBSET-104	ETCS Version management	
61.	Réservé	GSM-R Version management	
62.	Réservé UNISIG SUBSET-099	RBC-RBC Test specification for safe communication interface	
63.	UNISIG SUBSET-098	RBC-RBC Safe communication interface	1.0.0»

#### «LISTE DES SPÉCIFICATIONS INFORMATIVES

Index n°	Référence	Intitulé du document	Version	Type
B1.	EEIG 02S126	RAM requirements (chapter 2 only)	6	2 (index 28)
B2.	EEIG 97S066	Environmental conditions	5	2 (index A5)
B3.	UNISIG SUBSET-074-1	Methodology for testing FFFIS STM	1.0.0	2 (index 36)
B4.	EEIG 97 <sup>E</sup> 267	Odometer FFFIS	5	1 (index 44)
B5.	O_2475	ERTMS GSM-R QoS test specification	1.0.0	2
B6.	UNISIG SUBSET-038	Offline key management FIS	2.1.9	1 (index 11)
B7.	UNISIG SUBSET-074-3	FFFIS STM Test specification traceability of test cases with specific transmission module FFFIS	1.0.0	2 (index 36)
B8.	UNISIG SUBSET-074-4	FFFIS STM Test specification traceability of testing the packets specified in the FFFIS STM application layer	1.0.0	2 (index 36)
B9.	UNISIG SUBSET 076-0	ERTMS/ETCS Class 1, test plan	2.2.3	2 (index 37)
B10.	UNISIG SUBSET 076-2	Methodology to prepare features	2.2.1	2 (index 37)
B11.	UNISIG SUBSET 076-3	Methodology of testing	2.2.1	2 (index 37)

Index n°	Référence	Intitulé du document	Version	Type
B12.	UNISIG SUBSET 076-4-1	Test sequence generation: methodology and rules	1.0.0	2 (index 37)
B13.	UNISIG SUBSET 076-4-2	ERTMS ETCS Class 1 states for test sequences	1.0.0	2 (index 37)
B14.	UNISIG SUBSET 076-5-3	Onboard data dictionary	2.2.0	2 (index 37)
B15.	UNISIG SUBSET 076-5-4	SRS v.2.2.2 traceability	2.2.2	2 (index 37)
B16.	UNISIG SUBSET 076-6-1	UNISIG test database	2.2.2.	2 (index 37)
B17.	UNISIG SUBSET 076-6-4	Test cases coverage	2.0.0	2 (index 37)
B18.	Supprimé intentionnellement			
B19.	UNISIG SUBSET 077	UNISIG causal analysis process	2.2.2	2 (index 27)
B20.	UNISIG SUBSET 078	RBC interface: failure modes and effects analysis	2.2.2	2 (index 27)
B21.	UNISIG SUBSET 079	MMI: failure modes and effects analysis	2.2.2	2 (index 27)
B22.	UNISIG SUBSET 080	TIU: failure modes and effects analysis	2.2.2	2 (index 27)
B23.	UNISIG SUBSET 081	Transmission system: failure modes and effects analysis	2.2.2	2 (index 27)
B24.	UNISIG SUBSET 088	ETCS Application levels 1 and 2 — safety analysis	2.2.10	2 (index 27)
B25.	TS50459-1	Railway applications — Communication, signalling and processing systems — European Rail Traffic Management System — driver machine interface Part 1 — Ergonomic principles of ERTMS/ETCS/GSM-R information	2005	2 (index 51)
B26.	TS50459-2	Railway applications — Communication, signalling and processing systems — European Rail Traffic Management System — driver machine interface Part 2 — Ergonomic arrangements of ERTMS/ETCS information	2005	2 (index 51)
B27.	TS50459-3	Railway applications — Communication, signalling and processing systems — European Rail Traffic Management System — driver machine interface Part 3 — Ergonomic arrangements of ERTMS/GSM-R information	2005	2 (index 51)
B28.	TS50459-4	Railway applications — Communication, signalling and processing systems — European Rail Traffic Management System — driver machine interface Part 4 — Data entry for the ERTMS/ETCS/GSM-R systems	2005	2 (index 51)
B29.	TS50459-5	Railway applications — Communication, signalling and processing systems — European Rail Traffic Management System — driver machine interface Part 5 — Symbols	2005	2 (index 51)
B30.	TS50459-6	Railway applications — Communication, signalling and processing systems — European Rail Traffic Management System — driver machine interface Part 6 — Audible information	2005	2 (index 51)

Index n°	Référence	Intitulé du document	Version	Type
B31.	Réservé EN50xxx	Railway applications — European Rail Traffic Management System — driver machine interface Part 7 — Specific transmission modules		2 (index 51)
B32.	Réservé	Guideline for references		Aucun
B33.	EN 301 515	Global System for Mobile communication (GSM); Requirements for GSM operation in railways	2.1.0	2 (index 32, 33)
B34.	06E225	Operational DMI information	1	1 (index 51)
B35.	Réservé UNISIG SUBSET-069	ERTMS Key management conformance requirements		1 (index 56)
B36.	04E117	ETCS/GSM-R Quality of service user requirements — Operational analysis	1	2 (index 32)
B37.	UNISIG SUBSET-093	GSM-R Interfaces — Class 1 requirements	2.3.0	1 (index 32, 33)
B38.	UNISIG SUBSET-107A	Requirements on pre-fitting of ERTMS onboard equipment	1.0.0	2 (index 57)
B39.	UNISIG SUBSET-076-5-1	ERTMS ETCS Class 1 feature list	2.2.2	2 (index 37)
B40.	UNISIG SUBSET-076-6-7	Test sequences evaluation and validation	1.0.0	2 (index 37)
B41.	UNISIG SUBSET-076-6-8	Generic train data for test sequences	1.0.0	2 (index 37)
B42.	UNISIG SUBSET-076-6-10	Test sequence viewer (TSV)	2.10	2 (index 37)
B43.	04E083	Safety requirements and requirements to safety analysis for interoperability for the control-command and signalling subsystem	1.0	1 (index 47)
B44.	04E084	Justification report for the safety requirements and requirements to safety analysis for interoperability for the control-command and signalling subsystem	1.0	2 (index B43)
B45.	ERA/ERTMS/003205	Traceability of changes to ETCS FRS	0.1	2 (index 1)»

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 30 avril 2008

modifiant les décisions 2001/881/CE et 2002/459/CE en ce qui concerne la liste des postes d'inspection frontaliers

[notifiée sous le numéro C(2008) 1646]

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/387/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 90/425/CEE du Conseil du 26 juin 1990 relative aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables dans les échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits dans la perspective de la réalisation du marché intérieur <sup>(1)</sup>, et notamment son article 20, paragraphe 3,

vu la directive 91/496/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté et modifiant les directives 89/662/CEE, 90/425/CEE et 90/675/CEE <sup>(2)</sup>, et notamment son article 6, paragraphe 4, deuxième alinéa,

vu la directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté <sup>(3)</sup>, et notamment son article 6, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) La décision 2001/881/CE de la Commission du 7 décembre 2001 établissant une liste de postes d'inspection frontaliers agréés pour les contrôles vétérinaires sur les animaux vivants et les produits animaux en provenance des pays tiers et actualisant les modalités des contrôles que doivent effectuer les experts de la Commission <sup>(4)</sup> contient, dans son annexe, une liste de postes d'inspection frontaliers agréés pour les contrôles vétérinaires sur les animaux vivants et les produits animaux introduits dans la Communauté en provenance des pays tiers («la liste des postes d'inspection frontaliers»).
- (2) La liste des postes d'inspection frontaliers contient le numéro d'unité du réseau Traces pour chaque poste d'inspection frontalier. Traces est un système informatisé qui a

été instauré par la décision 2004/292/CE de la Commission du 30 mars 2004 relative à la mise en application du système Traces et modifiant la décision 92/486/CEE <sup>(5)</sup>. Il remplace l'ancien système ANIMO, qui était fondé sur le réseau instauré par la décision 91/398/CEE de la Commission du 19 juillet 1991 relative à un réseau informatisé de liaison entre autorités vétérinaires (ANIMO) <sup>(6)</sup>, en vue de suivre la trace des mouvements d'animaux et de certains produits dans les échanges intracommunautaires et les importations.

- (3) À la suite d'inspections satisfaisantes conformément à la décision 2001/881/CE, il convient d'ajouter à la liste des postes d'inspection frontaliers les postes de Leipzig (Allemagne) et de Brescia Montichiari et de Vado Ligure Savona (Italie).
- (4) À la suite de communications faites par l'Estonie, l'Italie et le Royaume-Uni, il convient de supprimer de la liste des postes d'inspection frontaliers figurant à l'annexe de la décision 2001/881/CE les postes de Paljassaare (Estonie), de Gaeta (Italie) et de Sutton Bridge (Royaume-Uni).
- (5) En outre, à la suite de communications faites par l'Allemagne, la France, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie et le Royaume-Uni, il y a lieu d'actualiser la liste des postes d'inspection frontaliers de ces États membres pour tenir compte de changements récents concernant les centres d'inspection et les catégories d'animaux ou de produits qui peuvent être contrôlées dans certains postes déjà agréés conformément à la décision 2001/881/CE, ainsi que l'organisation des centres d'inspection au sein de ces postes.
- (6) La liste des unités figurant dans la décision 2002/459/CE de la Commission du 4 juin 2002 fixant la liste des unités du réseau informatisé ANIMO et abrogeant la décision 2000/287/CE <sup>(7)</sup> contient le numéro d'unité du réseau Traces de chaque poste d'inspection frontalier dans la Communauté. Dans un souci de cohérence de la législation communautaire, il convient d'actualiser cette liste pour tenir compte des modifications qui doivent être apportées à l'annexe de la décision 2001/881/CE afin que les informations figurant dans ces deux annexes soient identiques.

<sup>(1)</sup> JO L 224 du 18.8.1990, p. 29. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2002/33/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 315 du 19.11.2002, p. 14).

<sup>(2)</sup> JO L 268 du 24.9.1991, p. 56. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2006/104/CE (JO L 363 du 20.12.2006, p. 352).

<sup>(3)</sup> JO L 24 du 30.1.1998, p. 9. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2006/104/CE.

<sup>(4)</sup> JO L 326 du 11.12.2001, p. 44. Décision modifiée en dernier lieu par la décision 2007/616/CE (JO L 254 du 28.9.2007, p. 1).

<sup>(5)</sup> JO L 94 du 31.3.2004, p. 63. Décision modifiée en dernier lieu par la décision 2005/515/CE (JO L 187 du 19.7.2005, p. 29).

<sup>(6)</sup> JO L 221 du 9.8.1991, p. 30.

<sup>(7)</sup> JO L 159 du 17.6.2002, p. 27. Décision modifiée en dernier lieu par la décision 2007/616/CE.

- (7) Il y a donc lieu de modifier les décisions 2001/881/CE et 2002/459/CE en conséquence.

*Article 2*

L'annexe de la décision 2002/459/CE est modifiée conformément à l'annexe II de la présente décision.

- (8) Les mesures prévues dans la présente décision sont conformes à l'avis du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale,

*Article 3*

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Fait à Bruxelles, le 30 avril 2008.

*Article premier*

L'annexe de la décision 2001/881/CE est remplacée par le texte figurant à l'annexe I de la présente décision.

*Par la Commission*

Androulla VASSILIOU

*Membre de la Commission*

## ANNEXE I

«ПРИЛОЖЕНИЕ — PŘÍLOHA — BILAG — ANHANG — LISA — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANEXO — ANNEXE — ALLEGATO — PIELIKUMS — PRIEDAS — MELLÉKLET — ANNESS — BIJLAGE — ZAŁĄCZNIK — ANEXO — ANEXĂ — PRÍLOHA — PRILOGA — LIITE — BILAGA

СПИСЪК НА ОДОБРЕНИТЕ ГРАНИЧНИ ИНСПЕКЦИОННИ ПУНКТОВЕ — SEZNAM SCHVÁLENÝCH STANOVIŠŤ HRANIČNÍCH KONTROL — LISTE OVER GODKENDTE GRÆNSEKONTROLLSTEDER — VERZEICHNIS DER ZUGELASSENEN GRENZKONTROLLSTELLEN — KOKKULEPITUD PIIRIKONTROLLI PUNKTIDE NIMEKIRI — ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ ΤΩΝ ΕΓΚΕΚΡΙΜΕΝΩΝ ΜΕΘΩΡΙΑΚΩΝ ΣΤΑΘΜΩΝ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΗΣ — LIST OF AGREED BORDER INSPECTION POSTS — LISTA DE PUESTOS DE INSPECCIÓN FRONTERIZOS AUTORIZADOS — LISTE DES POSTES D'INSPECTION FRONTALIERS AGRÉÉS — ELENCO DEI POSTI DI ISPEZIONE FRONTALIERI RICONOSCIUTI — APSTIPRINĀTO ROBEŽKONTROLES PUNKTU SARAKSTS — SUTARTŲ PASIENIO VETERINARIJOS POSTŲ SĄRAŠAS — A MEGÁLLAPODÁS SZERINTI HATÁRELLENŐRZŐ PONTOK — LISTA TA' POSTIJIET MIFTIEHMA GĦAL SPEZZJONIJIET TA' FRUNTIERA — LIJST VAN DE ERKENDE INSPECTIEPOSTEN AAN DE GRENS — WYKAZ UZGODNIONYCH PUNKTÓW KONTROLI GRANICZNEJ — LISTA DOS POSTOS DE INSPEÇÃO APROVADOS — LISTA POSTURILOR DE INSPECȚIE LA FRONTIERĂ APROBATE — ZOZNAM SCHVÁLENÝCH HRANIČNÝCH INŠPEKČNÝCH STANÍČ — SEZNAM DOGOVORJENIH MEJNIH KONTROLNIH TOČK — LUETTELO HYVÄKSYTYISTÄ RAJATARKASTUSASEMISTA — FÖRTECKNING ÖVER GODKÄNDA GRÄNSKONTROLLSTATIONER

- 1 = Име — Název — Navn — Name — Nimi — Ονομασία — Name — Nombre — Nom — Nome — Värds — Pavadinimas — Név — Isem — Naam — Nazwa — Nome — Denumire — Meno — Ime — Nimi — Namn
- 2 = Код Traces — TRACES Kód — Traces-kode — Traces-Code — TRACESi kood — Κωδικός Traces — Traces code — Código Traces — Code Traces — Codice Traces — Traces kods — TRACES kodas — Traces-kód — Kodiçi-Traces — Traces-code — Kod Traces — Código Traces — Cod Traces — Kód Traces — Traces-koda — Traces-koodi — Traces-kod
- 3 = Тип — Typ — Type — Art — Tüüp — Φύση — Type — Tipo — Type — Tipo — Tips — Tipas — Típus — Tip — Type — Rodzaj punktu — Tipo — Tip — Typ — Tip — Tyyppi — Typ
- A = Летище — Letiště — Lufthavn — Flughafen — Lennujaam — Αεροδρόμιο — Airport — Aeropuerto — Aéroport — Aeroporto — Lidosta — Oro uostas — Repülőtér — Ajruport — Luchthaven — Na lotnisku — Aeroporto — Aeroport — Letisko — Letališče — Lentokenttä — Flygplats
- F = Железница — Železnice — Jernbane — Schiene — Raudtee — Σιδηρόδρομος — Rail — Ferrocarril — Rail — Ferrovia — Dzelzceļš — Geležinkelis — Vasút — Ferrovija — Spoorweg — Na przejsciu kolejowym — Caminho-de-ferro — Cale ferată — Železnica — Železnica — Rautatie — Järnväg
- P = Пристанище — Přístav — Havn — Hafen — Sadam — Λιμένας — Port — Puerto — Port — Porto — Osta — Uostas — Kikötő — Port — Zeehaven — Na przejsciu morskim — Porto — Port — Prístav — Pristanišče — Satama — Hamn
- R = Път — Silnice — Landevej — StraÙe — Maantee — Οδός — Road — Carretera — Route — Strada — Ceļš — Kelias — Közút — Triq — Weg — Na przejsciu drogowym — Estrada — Cale rutieră — Cesta — Cesta — Maantie — Väg
- 4 = Център за инспекция — Kontrolní středisko — Inspektionscenter — Kontrollzentrum — Kontrollkeskus — Κέντρο ελέγχου — Inspection centre — Centro de inspección — Centre d'inspection — Centro d'ispezione — Pārbaudes centrs — Kontrolės centras — Ellenőrző központ — Centru ta' spezzjoni — Inspectiecentrum — Ośrodek kontroli — Centro de inspeção — Centru de inspecție — Inšpekčné stredisko — Kontrolno središče — Tarkastuskeskus — Kontrollzentrum
- 5 = Продукти — Produkty — Produkter — Erzeugnisse — Tooted — Προϊόντα — Products — Productos — Produits — Prodotti — Produktai — Termékek — Prodotti — Producten — Produkty — Produtos — Produse — Produkty — Proizvodi — Tuotteet — Produkter
- HC = Всички продукти за човешка консумация — Všechny výrobky pro lidskou spotřebu — Alle produkter til konsum — Alle zum menschlichen Verzehr bestimmten Erzeugnisse — Kõik inimtarbimiseks ette nähtud tooted — Όλα τα προϊόντα για ανθρώπινη κατανάλωση — All products for human consumption — Todos los productos destinados al consumo humano — Tous produits de consommation humaine — Prodotti per il consumo umano — Visi patēriņa produkti — Visi žmonių maistui skirti produktai — Az emberi fogyasztásra szánt összes termék — Il-Prodotti kollha għall-Konsum tal-Bniedem — Producten voor menselijke consumptie — Produkty przeznaczone do spożycia przez ludzi — Todos os produtos para consumo humano — Toate produsele destinate consumului uman — Všetky produkty na ľudskú spotrebu — Vsi proizvodi za prehrano ljudi — Kaikki ihmisravinnoksi tarkoitettut tuotteet — Produkter avsedda för konsumtion

- NHC = Други продукти — Ostatní výrobky — Andre produkter — Andere Erzeugnisse — Teised tooted — Λοιπά προϊόντα — Other products — Otros productos — Autres produits — Altri prodotti — Citi produkti — Kiti produktai — Egyéb termékek — Prodotti Ohra — Andere producten — Produkty nieprzeznaczone do spożycia przez ludzi — Outros produtos — Alte produse — Ostatné produkty — Drugi proizvodi — Muut tuotteet — Andra produkter
- NT = Няма изисквания за температура — žádné teplotní požadavky — ingen temperaturkrav — ohne Temperaturanforderungen — ilma temperatuurinõueteta — Δεν απαιτείται χαμηλή θερμοκρασία — no temperature requirements — Sin requisitos de temperatura — Sans conditions de température — che non richiedono temperature specifiche — nav prasību attiecībā uz temperatūru — nėra temperatūros reikalavimų — nincsenek hőmérsékleti követelmények — ebda htiğijiet ta' temperatura — Geen temperaturen vereist — Produkty niewymagające przechowywania w obniżonej temperaturze — sem exigências quanto à temperatura — fără condiții de temperatură — žiadne požiadavky na teplotu — nobenih temperaturnih zahtev — ei alhaisen lämpötilan vaatimuksia — inga krav på temperatur
- T = Замразени/охладени продукти — Zmražené/chlazené výrobky — Frosne/kølede produkter — Gefrorene/gekühlte Erzeugnisse — Külmutatud/jahutatud tooted — Προϊόντα κατεψυγμένα/διατηρημένα με απλή ψύξη — Frozen/chilled products — Productos congelados/refrigerados — Produits congelés/réfrigérés — Prodotti congelati/refrigerati — Sasaldēti/atdzēsēti produkti — Užšaldyti/atšaldyti produktai — Fagyasztott/hűtött termékek — Prodotti ffrizati/mkesshin — Bevoren/gekoelde producten — Produkty wymagające przechowywania w obniżonej temperaturze — Produtos congelados/refrigerados — Produse congelate/refrigerate — Mrazené/chlazené produkty — Zamrznjeni/ohlajeni proizvodi — Pakastetut/jäähdytetyt tuotteet — Frysta/kylda produkter
- T(FR) = Замразени продукти — Zmražené výrobky — Frosne produkter — Gefrorene Erzeugnisse — Külmutatud tooted — Προϊόντα κατεψυγμένα — Frozen products — Productos congelados — Produits congelés — Prodotti congelati — Sasaldēti produkti — Užšaldyti produktai — Fagyasztott termékek — Prodotti ffrizati — Bevoren producten — Produkty wymagające przechowywania w temperaturze mrożenia — Produtos congelados — Produse congelate — Mrazené produkty — Zamrznjeni proizvodi — Pakastetut tuotteet — Frysta produkter
- T(CH) = Охладени продукти — Chlazené výrobky — Kølede produkter — Gekühlte Erzeugnisse — Jahutatud tooted — Διατηρημένα με απλή ψύξη — Chilled products — Productos refrigerados — Produits réfrigérés — Prodotti refrigerati — Atdzēsēti produkti — Atšaldyti produktai — Hűtött termékek — Prodotti mkesshin — Gekoelde producten — Produkty wymagające przechowywania w temperaturze chłodzenia — Produtos refrigerados — Produse refrigerate — Chlazené produkty — Ohlajeni proizvodi — Jäähdytetyt tuotteet — Kylda produkter
- 6 = Живи животни — Živá zvířata — Levende dyr — Lebende Tiere — Elusloomad — Ζωντανά ζώα — Live animals — Animales vivos — Animaux vivants — Animala vivi — Dzīvi dzīvnieki — Gyvi gyvūnai — Élő állatok — Annimali hajjin — Levende dieren — Zwierzęta — Animais vivos — Animale vii — Živé zvieratá — Žive živali — Elävät eläimet — Levande djur
- U = Копитни: едър рогат добитък, прасета, овце, кози, диви и домашни еднокопитни — Kopytníci: skot, prasata, ovce, kozy, volně žijící a domácí lichokopytníci — Hovdyr: Kvæg, svin, får, geder, og husdyr eller vildtlevende dyr af hesteracen — Huftiere: Rinder, Schweine, Schafe, Ziegen, Wildpferde, Hauspferde — Kabjalised ja sõralised: veised, sead, lambad, kitsed, mets- ja koduhobused — Οπληφόρα: βοοειδή, χοίροι, πρόβατα, αίγες, άγρια και κατοικίδια μόνοπλα — Ungulates: cattle, pigs, sheep, goats, wild and domestic solipeds — Ungulados: bovinos, porcinos, ovinos, caprinos, solípedos domésticos y salvajes — Ongulés: les bovins, porcins, ovins, caprins et solipèdes domestiques ou sauvages — Ungulati: bovini, suini, ovin, caprini e solipedi domestici o selvatici — Nagaiņi: liellopi, cūkas, aitas, kazas, savvaļas un mājas nepārnadži — Kanopiniai: galvijai, kiaulės, avys, ožkos, laukiniai ir naminiai neporakanopiniai — Patások: marha, sertések, juh, kecske, vad és házi páratlanujjú patások — Ungulati: baqar, hniezer, naghag, moghož, solipedi salvagği u domestiçi — Hoefdieren: runderen, varkens, schapen, geiten, wilde en gedomesticeerde eenhoevigen — Zwierzęta kopytne: bydło, świnie, owce, kozy, konie i koniowate — Ungulados: bovinos, suínos, ovinos, caprinos, solípedos domésticos ou selvagens — Ungulate: bovine, porcine, ovine, caprine, solipede sălbaticе și domestice — Kopytníky: dobytok, ošípané, ovce, kozy, volně žijúce a domácí nepárnokopytníky — Kopitarji: govodo, prašiči, ovce, koze, divji in domači enokopitarji — Sorkka- ja kavioeläimet: naudat, siat, lamppaat, vuohet, luonnonvaraiset ja kotieläiminä pidettävät kavioeläimet — Hovdjur: nötkreatur, svin, får, getter, vilda och tama hovdjur
- E = Регистрирани еднокопитни животни, както е определено в Директива 90/426/ЕИО на Съвета — Registrovaní koňovití podle definice ve směrnici Rady 90/426/EHS — Registrerede heste som defineret i Rådets direktiv 90/426/EØF — Registrierte Equiden wie in der Richtlinie 90/426/EWG des Rates bestimmt — Nõukogu direktiivis 90/426/EMÜ märgitud registreeritud hobuslased. — Καταχωρισμένα υποειδη όπως ορίζεται στην οδηγία 90/426/ΕΟΚ του Συμβουλίου — Registered Equidae as defined in Council Directive 90/426/EEC — Équidos registrados definidos en la Directiva 90/426/CEE del Consejo — Équidés enregistrés au sens de la directive 90/426/CEE — Equidi registrati ai sensi della direttiva 90/426/CEE del Consiglio — Registrēts Equidae saskaņā ar Padomes Direktīvu 90/426/EEK — Regiustruoti arkliniai gyvūnai, kaip numatyta Tarybos direktyvoje 90/426/EEB — A 90/426/EGK tanácsi irányelv szerint regisztrált lófélék — Ekvidi rregistriati kif iddefiniit fid-Direttiva tal-Kunsill 90/426/KEE — Geregistreerde paardachtigen als omschreven in Richtlijn 90/426/EEG van de Raad — Konie i koniowate określone w dyrektywie Rady 90/426/EWG — Equídeos registados conforme definido na Directiva 90/426/CEE do Conselho — Ecvidae înregistrate conform Directivei 90/426/CEE a Consiliului — Registrované zvieratá koňovité, ako je definované v smernici Rady 90/426/EHS — Registrirani kopitarji, kakor so opredeljeni v Direktivi Sveta 90/426/EGS — Rekisteröidyt hevosenäimet kuten määrittellään neuvoston direktiivissä 90/426/ETY — Registrerade hästdjur enligt definitionen i rådets direktiv 90/426/EEG

O = Други животни (включително животни от зоологически градини) — Ostatní zvířata (včetně zvířat v zoologické zahradě) — Andre dyr (herunder dyr fra zoologiske haver) — Andere Tiere (einschließlich Zootiere) — Teised loomad (kaasa arvatud loomaia loomad) — Λοιπά ζώα (συμπεριλαμβανομένων των ζώων των ζωολογικών κήπων) — Other animals (including zoo animals) — Otros animales (incluidos los de zoológico) — Autres animaux (y compris animaux de zoo) — Altri animali (compresi gli animali dei giardini zoologici) — Citi dzīvnieki (ieskaitot zoodārza dzīvniekus) — Kiti gyvūnai (įskaitant zoologijos sodų gyvūnus) — Egyéb állatok (beleértve az állatkerti állatokat) — Annimali ohra (inkluži annimali taž-žu) — Andere dieren (met inbegrip van dierentuindieren) — Pozostałe zwierzęta (w tym do ogrodów zoologicznych) — Outros animais (incluindo animais de jardim zoológico) — Alte animale (inclusiv animale din grădini zoologice) — Ostatné zvieratá (vrátane zvierat v ZOO) — Druge živali (vključno z živalmi za živalski vrt) — Muut eläimet (myös eläintarhoissa olevat eläimet) — Andra djur (även djur från djurparker)

5-6 = Особени забележки — Zvláštní poznámky — Særlige betingelser — Spezielle Bemerkungen — Erimärkused — Ειδικές παρατηρήσεις — Special remarks — Menciones especiales — Mentions spéciales — Note particolari — Įpašas atžimės — Specialios pastabos — Különleges észrevételek — Rimarki specjali — Bijzondere opmerkingen — Szczególne uwagi — Menções especiais — Observații speciale — Osobitné poznámky — Posebne opombe — Erytysmainintoja — Anmärkningar

\* = Спряно въз основа на член 6 от Директива 97/78/ЕО до ново известие, както е посочено в колони 1, 4, 5 и 6 — Pozdrženo na základě článku 6 směrnice 97/78/ES až do dalšího oznámení, jak je uvedeno ve sloupcích 1, 4, 5 a 6 — Ophævet indtil videre iht. artikel 6 i direktiv 97/78/EF, som angivet i kolonne 1, 4, 5 og 6 — Bis auf weiteres nach Artikel 6 der Richtlinie 97/78/EG ausgesetzt, wie in den Spalten 1, 4, 5 und 6 vermerkt — Peatatud direktiivi 97/78/EÜ artikli 6 alusel edasise teavitamiseni, nagu märgitud 1., 4., 5. ja 6. veerus — Έχει ανασταλεί σύμφωνα με το άρθρο 6 της οδηγίας 97/78/ΕΚ μέχρι νεωτέρας όπως σημειώνεται στις στήλες 1, 4, 5 και 6 — Suspended on the basis of Article 6 of Directive 97/78/EC until further notice, as noted in columns 1, 4, 5 and 6 — Autorización suspendida hasta nuevo aviso en virtud del artículo 6 de la Directiva 97/78/CE (columnas 1, 4, 5 y 6) — Suspendu jusqu'à nouvel ordre sur la base de l'article 6 de la directive 97/78/CE, comme indiqué dans les colonnes 1, 4, 5 et 6 — Sospeso a norma dell'articolo 6 della direttiva 97/78/CE fino a ulteriore comunicazione, secondo quanto indicato nelle colonne 1, 4, 5 e 6 — Apturēts, pamatojoties uz Direktīvas 97/78/EK 6. pantu līdz tālākiem ziņojumiem, kā minēts 1., 4., 5. un 6. slejā — Sustabdyta remiantis Direktyvos 97/78/EB 6 straipsniu iki tolimesnio pranešimo, kaip nurodyta 1, 4, 5 ir 6 skiltyse — További értesítésig a 97/78/EK irányelv 6. cikke alapján felfüggesztve, ami az 1, 4, 5. és 6. oszlopokban jelzésre került — Sospiza abbaži ta' l-Artikolu 6 tad-Direttiva 97/78/KE sakemm jinhareg avvż ieħor, kif imsemmi fil-kolonni 1, 4, 5 u 6 — Erkennung voorlopig opgeschoort op grond van artikel 6 van Richtlijn 97/78/EG, zoals aangegeven in de kolommen 1, 4, 5 en 6 — Zawieszona do odwołania na podstawie art. 6 dyrektywy 97/78/WE, zgodnie treścią kolumn 1, 4, 5 i 6 — Suspensas, com base no artigo 6.º da Directiva 97/78/CE, até que haja novas disposições, tal como referido nas colunas 1, 4, 5 e 6 — Suspendat în temeiul articolului 6 din Directiva 97/78/CE până la o comunicare ulterioară, conform indicațiilor din coloanele 1, 4, 5 și 6 — Pozastavené na základe článku 6 smernice 97/78/ES do ďalšieho oznámenia, ako je uvedené v stĺpcoch 1, 4, 5 a 6 — Do nadaljnega odloženo na podlagi člena 6 Direktive 97/78/ES, kakor je navedeno v stolpcih 1, 4, 5 in 6 — Ei sovelleta direktiivin 97/78/EY 6 artiklan perusteella kunnes toisin ilmoitetaan, siten kuin 1, 4, 5 ja 6 sarakkeessa esitetään — Upphåvd tills vidare på grundval av artikel 6 i direktiv 97/78/EG, vilket anges i kolumnerna 1, 4, 5 och 6

(1) = Проверка според изискванията на Решение 93/352/ЕИО на Комисията, взето в изпълнение на член 19, параграф 3 от Директива 97/78/ЕО на Съвета — Kontrola v souladu s požadavky rozhodnutí Komise 93/352/EHS s výkonem článku 19(3) směrnice Rady 97/78/ES — Kontrol efter Kommissionens beslutning 93/352/EØF vedtaget i henhold til artikel 19, stk. 3, i Rådets direktiv 97/78/EF — Kontrolle erfolgt in Übereinstimmung mit den Anforderungen der Entscheidung 93/352/EG der Kommission, die in Ausführung des Artikels 19 Absatz 3 der Richtlinie 97/78/EWG des Rates angenommen wurde — Kontrollida kooskõlas komisjoni otsusega 93/352/EMÜ nõukogu direktiivi 97/78/EÜ artikli 19 lõike 3 täideviimisel — Ελέγχεται σύμφωνα με τις απαιτήσεις της απόφασης 93/352/ΕΟΚ της Επιτροπής που έχει ληφθεί κατ' εφαρμογή του άρθρου 19 παράγραφος 3 της οδηγίας 97/78/ΕΚ του Συμβουλίου — Checking in line with the requirements of Commission Decision 93/352/EEC taken in execution of Article 19(3) of Council Directive 97/78/EC — De acuerdo con los requisitos de la Decisión 93/352/CEE de la Comisión, adoptada en aplicación del apartado del artículo 19, apartado 3, de la Directiva 97/78/CE del Consejo — Contrôles dans les conditions de la décision 93/352/CEE de la Commission prise en application de l'article 19, paragraphe 3, de la directive 97/78/CE du Conseil — Controllo secondo le disposizioni della decisione 93/352/CEE della Commissione in applicazione dell'articolo 19, paragrafo 3, della direttiva 97/78/CE del Consiglio — Pārbaude saskaņā ar Komisijas Lēmuma 93/352/EEK prasībām, ieviešot Padomes Direktīvas 97/78/EK 19. panta 3. punktu — Patikrinimas pagal Komisijos sprendimo 93/352/EEB reikalavimus, vykdančiant Tarybos direktyvos 97/78/EB 19 straipsnio 3 punktą — A 93/352/EGK bizottsági határozat követelményeivel összhangban ellenőrizve, a 97/78/EK tanácsi irányelv 19. cikkének (3) bekezdése szerint végrehajtva — Iččekkjar skond il-htigijiet tad-Deciżjoni tal-Kummissjoni 93/352/KEE mehuda biex jitwettaq l-Artikolu 19(3) tad-Direttiva tal-Kunsill 97/78/KE — Controle overeenkomstig Beschikking 93/352/EEG van de Commissie, vastgesteld ter uitvoering van artikel 19, lid 3, van Richtlijn 97/78/EG — Kontrola zgodna z wymogami decyzji Komisji 93/352/EWG podjętej w ramach wykonania art. 19 ust. 3 dyrektywy Rady 97/78/WE — Controlos nas condições da Decisão 93/352/CEE da Comissão, em aplicação do n.º 3 do artigo 19.º da Directiva 97/78/CE do Conselho — Controale desfășurate conform dispozițiilor Deciziei 93/352/CEE a Comisiei, adoptată în vederea punerii în aplicare a articolului 19 alineatul (3) din Directiva 97/78/CE a Consiliului — Kontrola v súlade s požiadavkami rozhodnutia Komise 93/352/EHS prijatými pri vykonávaní článku 19 ods. 3 smernice Rady 97/78/ES — Preverjanje v skladu z zahtevami Odločbe Komisije 93/352/EGS, z namenom izvrševanja člena 19(3) Direktive Sveta 97/78/ES — Tarkastus suoritetaan komission päätöksen 93/352/ETY, jolla pannaan täytäntöön neuvoston direktiivin 97/78/EY 19 artiklan 3 kohta, vaatimusten mukaisesti — Kontroll i enlighet med kraven i kommissionens beslut 93/352/EEG, som antagits för tillämpning av artikel 19.3 i rådets direktiv 97/78/EG

(2) = Само опаковани продукти — Pouze balené výrobky — Kun emballerede produkter — Nur umhüllte Erzeugnisse — Ainult pakitud tooted — Συσκευασμένα προϊόντα μόνο — Packed products only — Únicamente productos embalados — Produits emballés uniquement — Prodotti imballati unicamente — Tikai fasėti produktai — Tiktai supakuoti produktai — Csak csomagolt áruk — Prodotti ppakkjati biss — Uitsluitend verpakte producten — Tylko produkty pakowane — Apenas produtos embalados — Numai produse ambalate — Len balené produkty — Samo pakirani proizvodi — Ainoastaan pakatut tuotteet — Endast förpackade produkter



- (3) = Само рибни продукти — Pouze rybářské výrobky — Kun fiskeprodukter — Ausschließlich Fischereierzeugnisse — Ainult pakitud kalatooted — Αλιεύματα μόνο — Fishery products only — Únicamente productos pesqueros — Produits de la pêche uniquement — Prodotti della pesca unicamente — Tikai živju produkti — Tiktai žuvininkystės produktai — Csak halászati termékek — Prodotti tassajd biss — Uitsluitend visserijproducten — Tylko produkty rybne — Apenas produtos da pesca — Numai produse din domeniul pescuitului — Len produkty rybolovu — Samo ribiški proizvodi — Ainoastaan kalastustuotteet — Endast fiskeriprodukter
- (4) = Само животински протеини — Pouze živočišné bílkoviny — Kun animalske proteiner — Nur tierisches Eiweiß — Ainult loomsed valgud — Ζωϊκές πρωτεΐνες μόνο — Animal proteins only — Únicamente proteínas animales — Uniquement protéines animales — Únicamente proteine animali — Tikai dzīvnieku proteīns — Tiktai gyvuliniai baltymai — Csak állati fehérjék — Proteini ta' l-animali biss — Uitsluitend dierlijke eiwitten — Tylko białko zwierzęce — Apenas proteínas animais — Numai proteine animale — Len živočišne bielkoviny — Samo živalske beljakovine — Ainoastaan eläinproteiinit — Endast djurprotein
- (5) = Само кожи с вълна и кожи — Pouze surové kůže s vlnou — Kun uld, skind og huder — Nur Wolle, Häute und Felle — Ainult villad, karusnahad ja loomanahad — Έριο και δέρματα μόνο — Wool hides and skins only — Únicamente lana, cueros y pieles — Laine et peaux uniquement — Lana e pelli unicamente — Tikai dzīvnieku vilna un zvērādas — Tiktai vilna, kailiai ir odos — Csak irhák és bőrok — Glud tas-suf biss — Uitsluitend wol, huden en vellen — Tylko skóry futerkowe i inne — Apenas lâ e peles — Numai lână și piei — Len vlnenē prikrūvky a kože — Samo kožuh in koža — Ainostaan villa, vuodat ja nahat — Endast ull, hudar och skinn
- (6) = Само течни мазнини, масла и рибени масла — Pouze tekuté tuky, oleje a rybí tuky — Kun flydende fedtstoffer, olier og fiskeolier — Nur flüssige Fette, Öle und Fischöle — Ainult vedelad rasvad, õlid ja kalaõlid — Μόνο υγρά λίπη, έλαια και ιχθυέλαια — Only liquid fats, oils, and fish oils — Sólo grasas líquidas, aceites y aceites de pescado — Graisses, huiles et huiles de poisson liquides uniquement — Exclusivamente grassi liquidi, oli e oli di pesce — Tikai šķīdrie tauki, eļļa un zivju eļļa — Tiktai skysti riebalai, aliejus ir žuvų taukai — Csak folyékony zsírok, olajok és halolajok — Zahmijiet likvidi, žjūt, u žjūt tal-hut biss — Uitsluitend vloeibare vetten, oliën en visolie — Tylko płynne tłuszcze, oleje i oleje rybne — Apenas gorduras líquidas, óleos e óleos de peixe — Numai grăsimi, uleiuri și uleiuri de pește lichide — Len tekuté tuky, oleje a rybíe oleje — Samo tekoče maščobe, olja in ribja olja — Ainoastaan nestemäiset rasvat, öljyt ja kalaöljyt — Endast flytande fetter, oljor och fiskoljor
- (7) = Исландски понита (само от април до октомври) — Islandští poníci (pouze od dubna do října) — Islandske ponyer (kun fra april til oktober) — Islandponys (nur von April bis Oktober) — Islandi ponid (ainult aprillist oktoobrini) — Μικρόσωμα άλογα (πόνυς) (από τον Απρίλιο έως τον Οκτώβριο μόνο) — Icelandic ponies (from April to October only) — Poneys de Islandia (únicamente desde abril hasta octubre) — Poneys d'Islande (d'avril à octobre uniquement) — Poneys islandesi (solo da aprile ad ottobre) — Islesdes poniji (tikai no aprīļa līdz oktobrim) — Islandijos poniai (tiktai nuo balandžio iki spalio mėn.) — Izlandi pónik (csak áprilistól októberig) — Ponijiet Islandizi (minn April sa Ottubru biss) — IJslandse pony's (enkel van april tot oktober) — Kucyki islandzkie (tylko od kwietnia do października) — Póneis da Islândia (apenas de Abril a Outubro) — Ponei islandezi (numai între lunile aprilie și octombrie) — Islandské poníky (len od apríla do októbra) — Islandski poniji (samo od aprila do oktobra) — Islanninponit (ainoastaan huhtikuusta lokakuuhun) — Islandshästar (endast från april till oktober)
- (8) = Само еднокопитни — Pouze koňovití — Kun enhovede dyr — Nur Einhufer — Ainult hobuslased — Μόνο ιπποειδή — Equidae only — Equinos únicamente — Équidés uniquement — Únicamente equidi — Tikai Equidae — Tiktai arkliniai gyvūnai — Csak lófélék — Ekwidi biss — Uitsluitend paardachtigen — Tylko koniowate — Apenas equídeos — Numai ecvidee — Len zvieratá koňovité — Samo equidae — Ainoastaan hevokset — Endast hästdjur
- (9) = Само тропически риби — Pouze tropické ryby — Kun tropiske fisk — Nur tropische Fische — Ainult troopilised kalad — Τροπικά ψάρια μόνο — Tropical fish only — Únicamente peces tropicales — Poissons tropicaux uniquement — Únicamente pesci tropicali — Tikai tropu zivis — Tiktai tropinės žuvis — Csak trópusi halak — Hut tropikali biss — Uitsluitend tropische vissen — Tylko ryby tropikalne — Apenas peixes tropicais — Numai pești tropicali — Len tropické ryby — Samo tropske ribe — Ainoastaan trooppiset kalat — Endast tropiska fiskar
- (10) = Само котки, кучета, гризачи, зайцеподобни, живи риби и влечуги — Pouze kočky, psi, hlodavci, zajčovci, živé ryby a plazi — Kun katte, hunde, gnagere, harer, levende fisk og krybdyr — Nur Katzen, Hunde, Nagetiere, Hasentiere, lebende Fische und Reptilien — Ainult kassid, koerad, nārlised, jāneselised, elus kalad, roomajad ja linnud (välja arvatud jaanalinnulased) — Μόνο γάτες, σκύλοι, τρωκτικά, λαγόμερφα, ζωντανά ψάρια, ερπετά και πτηνά, εκτός από τα στρουθιοειδή — Only cats, dogs, rodents, lagomorphs, live fish, and reptiles — Únicamente gatos, perros, roedores, lagomorfos, peces vivos y reptiles — Uniquement chats, chiens, rongeurs, lagomorphes, poissons vivants et reptiles — Únicamente cani, gatti, roditori, lagomorfi, pesci vivi e rettili — Tikai kači, suņi, graužėji, lagomorphs, dzīvas zivis, un reptiļi — Tiktai katės, šunys, graužikai, kiškiniai, gyvos žuvis ir ropliai — Csak macskák, kutyák, rágcsálók, nyúl-félék, élő halak és hüllők — Qtates, klieb, rodenti, lagomorfi, hut haj, u rettili — Uitsluitend katten, honden, knaagdieren, haasachtigen, levende vis en reptielen — Tylko psy, koty, gryzonie, zajączosztaltne, żywe ryby i gady — Apenas gatos, cães, roedores, lagomorfos, peixes vivos e répteis — Numai pisici, câini, rozătoare, lagomorfe, pești vii și reptile — Len mačky, psy, hlodavce, zajacovitě zvieratá, živé ryby a plazy — Samo mačke, psi, glodalci, lagomorfi, žive ribe, plazilci in ptiči — Ainoastaan kissat, koirat, jyrtsijät, jäniseläimet, elävät kalat, matelijat ja muut kuin sileälataisiin kuuluvat linnut — Endast katter, hundar, gnagare, hardjur, levande fiskar, reptiler och fåglar, andra än strutsar.
- (11) = Само насипна храна за животни — Pouze krmiva ve velkém — Kun foderstoffer i løs afladning — Nur Futtermittel als Schüttgut — Ainult pakendamata loomatoit — Ζωοτροφές χύμα μόνο — Only feedstuffs in bulk — Únicamente alimentos a granel para animales — Aliments pour animaux en vrac uniquement — Alimenti per animali in massa unicamente — Tikai beramā lopbarība — Tiktai neįpakuoti pašarai — Csak ömlesztett takarmányok — Oggetti ta' l-għalf fi kwantitajiet kbar biss — Uitsluitend onverpakte diervoeders — Tylko żywność luzem — Apenas alimentos para animais a granel — Numai furaje la vrac — Len vol'ne uložené krmivá — Samo krma v razsutem stanju — Ainoastaan pakkaamaton rehu — Endast foder i lösvikt

(12) = За (U), в случай на еднокопитни, само тези, предназначени за зоологически градини; и за (O), само пилета на един ден, риба, кучета, котки, насекоми или други животни, предназначени за зоологически градини — Pro (U), v případě lichokopytníků, pouze ti odeslaní do zoologické zahrady; a pro (O) pouze jednodenní kuřata, ryby, psi, kočky, hmyz nebo jiná zvířata odeslaná do zoologické zahrady — Ved (U), for så vidt angår dyr af hestefamilien, kun dyr sendt til en zoologisk have; og ved (O), kun daggamle kyllinger, fisk, hunde, katte, insekter eller andre dyr sendt til en zoologisk have — Für (U) im Fall von Einhufern, nur an einen Zoo versandte Tiere und für (O) nur Eintagsküken, Fische, Hunde, Katzen, Insekten oder andere für einen Zoo bestimmte Tiere. — Ainult (U) loomaeda mõeldud hobuslaste puhul ja ainult (O) ühepäevaste tibude, kalade, koerte, kasside, putukate ja teiste loomaeda mõeldud loomade puhul — Για την κατηγορία (U) στην περίπτωση των μόνοπλων, μόνο αυτά προς μεταφορά σε ζωολογικό κήπο· και για την κατηγορία (O), μόνο νεοσσοί μιας ημέρας, ψάρια, σκύλοι, γάτες, έντομα, ή άλλα ζώα προς μεταφορά σε ζωολογικό κήπο — For (U) in the case of solipeds, only those consigned to a zoo; and for (O), only day-old chicks, fish, dogs, cats, insects, or other animals consigned to a zoo — En lo que se refiere a (U) en el caso de solípedos, sólo los destinados a un zoológico; en cuanto a (O), sólo polluelos de un día, peces, perros, gatos, insectos u otros animales destinados a un zoológico — Pour «U», dans le cas des solipèdes, uniquement ceux expédiés dans un zoo; et pour «O», uniquement les poussins d'un jour, poissons, chiens, chats, insectes ou autres animaux expédiés dans un zoo — Per (U) nel caso di solipedi, soltanto quelli destinati ad uno zoo, e per (O), soltanto pulcini di un giorno, pesci, cani, gatti, insetti o altri animali destinati ad uno zoo — (U) tikai tie nepārnādži, kas ir nodoti zoodārzam; (O) tikai vienu dienu veci cāļi, zivis, suni, kaķi, kukaiņi un citi dzīvnieki, kas ir nodoti zoodārzam — (U) neporakanopinių atveju, tiktai jei vežami į zoologijos sodą, ir (O) – tiktai vienadieniai viščiukai, žuvis, šunys, katės, vabzdžiai arba kiti į zoologijos sodą vežami gyvūnai — Az (U) esetében páratlanujú patások esetében csak az állatkerbe szállított egyedek; az (O) esetében csak naposcsibék, halak, kutyák, macskák, rovarok vagy egyéb állatkerbe szállított állatok — Għal (U) fil-każ ta' solipedi, dawk biss ikkonsenjati lil żu; u għal (O), flieles ta' ġurnata żmien, ħut, klieb, qġates, insetti, jew annimali oħra kkonsenjati lil żu, biss — Voor (U) in het geval van eenhoevigen uitsluitend naar een dierentuin verzonden dieren, en voor (O) uitsluitend eendagskuikens, vissen, honden, katten, insecten of andere naar een dierentuin verzonden dieren — Przy (U) w przypadku koniowatych, tylko przeznaczone do zoo; a przy (O), tylko jednodzienne kurczęta, ryby, psy, koty, owady i inne zwierzęta przeznaczone do zoo — Relativamente a (U), no caso dos solípedes, só os de jardim zoológico; relativamente a (O), só pintos do dia, peixes, cães, gatos, insectos ou outros animais de jardim zoológico — Pentru (U) în cazul solipedelor, numai cele încredințate unei grădini zoologice; și pentru (O), doar pui de o zi, pești, câini, pisici, insecte sau alte animale încredințate unei grădini zoologice — Pre (U) v prípade nepárnokopytníkov len tie, ktoré sa posielajú do ZOO; a pre (O) len jednodňové kurčatá, ryby, psy, mačky, hmyz alebo iné zvieratá, ktoré sa posielajú do ZOO — Za (U) v primeru enokopitarjev, samo tisti, namenjeni v živalski vrt; in za (O), samo dan stari piščanci, ribe, psi, mačke, žuželke, ali druge živali, namenjene v živalski vrt — Sorkka- ja kaviolaimitä (U) ainoastaan eläintarhaan tarkoitettu kaviolaimit; muista eläimistä (O) ainoastaan eläintarhaan tarkoitettu untuvikot, kalat, koirat, kissat, hyönteiset tai muut eläimet — För (U) när det gäller vilda och tama hovdjur, endast sådana som finns i djurparker; och för (O), endast daggamla kycklingar, fiskar, hundar, katter, insekter eller andra djur i djurparker

(13) = Предназначено за транзитното преминаване през Европейската общност на патрки с някои продукти от животински произход за човешка консумация, идващи за или от Русия, по реда на процедурите на съответното общностно законодателство — Určeno k přepravě přes Evropské společenství pro zásilky s určitými výrobky živočišného původu pro lidskou spotřebu, které směřují do nebo pocházejí z Ruska podle zvláštních postupů tušených v příslušném právu Společenství — Udpeget EF-transitsted for sendering af visse animalske produkter til konsum, som transporteres til eller fra Rusland i henhold til de særlige procedurer, der er fastsat i de relevante EF-bestemmelser — Für den Versand von zum menschlichen Verzehr bestimmten Erzeugnissen tierischen Ursprungs aus oder nach Russland durch das Zollgebiet der Europäischen Gemeinschaft gemäß den in den einschlägigen Rechtsvorschriften der Gemeinschaft vorgesehenen Verfahren — Määratud transiidiks läbi Euroopa Ühenduse teatud inimtarbimiseks mõeldud loomset päritolu toodete partiidele, mis lähevad Venemaale või tulevad Venemaalt ning kuuluvad vastavate ühenduse õigusaktidega ette nähtud protseduuride alla — Προς διαμετακόμιση ορισμένων προϊόντων ζωικής προέλευσης που προορίζονται για κατανάλωση από τον άνθρωπο μέσω της Ευρωπαϊκής Κοινότητας, προερχόμενων από και κατευθυνόμενων προς τη Ρωσία, σύμφωνα με ειδικές διαδικασίες που προβλέπονται στη σχετική κοινοτική νομοθεσία — Designated for transit across the European Community for consignments of certain products of animal origin for human consumption, coming to or from Russia under the specific procedures foreseen in relevant Community legislation — Designado para el tránsito a través de la Comunidad Europea de partidas de determinados productos de origen animal destinados al consumo humano, que tienen Rusia como origen o destino, con arreglo a los procedimientos específicos previstos en la legislación comunitaria pertinente — Désigné pour le transit, dans la Communauté européenne, d'envois de certains produits d'origine animale destinés à la consommation humaine, en provenance ou à destination de la Russie selon les procédures particulières prévues par la législation communautaire applicable — Designato per il transito nella Comunità europea di partite di taluni prodotti di origine animale destinati al consumo umano, provenienti dalla o diretti in Russia, secondo le procedure specifiche previste nella pertinente legislazione comunitaria — Norikojums sūtījumu tranzītam caur Eiropas Kopienų noteiktu dzīvnieku izcelsmes produktu, kas tiek sūtīti uz Krieviju vai no tās, patēriņam saskaņā ar noteiktu, attiecīgā Kopienas likumdošanā paredzētu kārtību — Skirta tam tikrų gyvulinės kilmės produktų, skirtų žmonių maistui, siuntų tranzitui per Europos bendriją, vežamų į arba iš Rusijos vadovaujantis specialia atitinkamuose Bendrijos teisės aktuose numatyta tvarka — Az Európai Közösségen keresztül történő tranzit szállításra kijelölve bizonyos emberi fogyasztásra szánt állati eredetű termékek szállítmányai számára, amelyek Oroszországból érkeznek a vonatkozó közösségi jogszabályokban előre elrendelt különleges eljárások szerint — Allokati għat-traġitt tul il-Komunità Ewropea għal kunsinj ta' certi prodotti għall-konsum tal-bniedem li jorjginaw mill-annimali, provenjenti minn jew diretti lejn ir-Russia taht il-proċeduri speċifiċi previsti fil-legislazzjoni Komunitarja rilevanti — Aangewezen voor doorvoer door de Europese Gemeenschap van partijen van bepaalde producten van dierlijke oorsprong die bestemd zijn voor menselijke consumptie, bestemd voor of afkomstig van Rusland, overeenkomstig de specifieke procedures van de relevante communautaire wetgeving — Przeznaczone do przewozu przez Wspólnotę Europejską przesyłek pewnych produktów pochodzenia zwierzęcego przeznaczonych do spożycia przez ludzi, przywożonych lub pochodzących z Rosji, na podstawie szczególnych procedur przewidzianych w odpowiednich przepisach Wspólnoty — Designado para o trânsito, na Comunidade Europeia, de remessas de certos produtos de origem animal destinados ao consumo humano, com destino à Rússia ou dela provenientes, ao abrigo dos procedimentos específicos previstos pela legislação comunitária pertinente — Desemnat pentru tranzitul în cadrul Comunității Europene privind transportul anumitor produse de origine animală destinate consumului uman, înspre sau dinspre Rusia, conform unor proceduri specifice prevăzute de legislația comunitară relevantă — Určené na tranzit cez Európske spoločenstvo pre zásielky určitých produktov živočišného pôvodu na ľudskú spotrebu pochádzajúce z Ruska podľa osobitných postupov plánovaných v príslušnej legislatíve Spoločenstva — Določeno za tranzit preko Evropske skupnosti za pošiljke nekaterih proizvodov živalskega izvora za

prehrano ljudi, ki prihajajo iz Rusije po posebnih postopkih, predvidenih v ustrezni zakonodaji Skupnosti — Asetettu passitukseen Euroopan yhteisön kautta, kun on kyse tiettyjen ihmisravinnoksi tarkoitettujen eläinperäisten tuotteiden lähetyksistä, jotka tulevat Venäjälle tai lähtevät sieltä yhteisön lainsäädännön mukaisia erityismenettelyjä noudattaen — För transit genom Europeiska gemenskapen av sändningar av vissa produkter av animaliskt ursprung avsedda att användas som livsmedel, som transporteras till eller från Ryssland enligt de särskilda förfaranden som fastställts i relevant gemenskapslagstiftning

- (14) = Разрешени са ограничен брой видове, така както е определено от компетентния национален орган — Povoluje se omezený počet druhů podle definice příslušných vnitrostátních orgánů — Et begrænset antal arter som fastsat af den kompetente nationale myndighed — Es ist nur eine begrenzte, von der zuständigen nationalen Behörde festgelegte Anzahl Arten zugelassen — Lubatud on ainult piiratud arv liike, mille on kindlaks määranud pädev siseriiklik asutus — Επιτρέπεται περιορισμένος μόνο αριθμός ειδών, τα οποία καθορίζονται από την αρμόδια εθνική αρχή — A limited number of species are permitted, as defined by the competent national authority — Se permite un número limitado de especies, tal como lo establece la autoridad nacional competente — Suivant la définition de l'autorité nationale compétente, un nombre limité d'espèces sont autorisées — Sono ammesse solo alcune specie quali definite dall'autorità nazionale competente — Atļauts ierobežots sugu skaits, kā noteikusi attiecīgās valsts kompetentā iestāde — Leidziamas ribotas skaičius rūšių, kaip nustatyta kompetentingos nacionalinės institucijos — Korlátozott számú faj engedélyezett az illetékes nemzeti hatóság meghatározása szerint — Numru limitat ta' speci huwa permess, kif definit mill-awtorità nazzjonali kompetenti — Een beperkt aantal soorten is toegelaten, als omschreven door de bevoegde nationale autoriteit — Dopuszcza się ograniczoną liczbę gatunków, jak określiły właściwe władze krajowe — É permitido um número limitado de espécies, a definir pela autoridade nacional competente — Este permis un număr limitat de specii, stabilit de autoritatea națională competentă — Je povolený obmedzený počet druhov, ako určil príslušný národný orgán — Dovoljeno je omejeno število vrst, kakor je določil pristojni nacionalni organ — Toimivaltaisen kansallisen viranomaisen määrittelemä rajoitettu määrä lajeja sallitaan — Ett begränsat antal arter tillåts, enligt vad som fastställts av den behöriga nationella myndigheten
- (15) = Това одобрение важи единствено до 31 юли 2011 г. — Toto schválení platí pouze do 31. července 2011 — Denne godkendelse gælder kun indtil den 31. juli 2011 — Diese Genehmigung gilt nur bis zum 31. Juli 2011 — See heakskiit kehtib ainult 31. juulini 2011 — Η έγκριση αυτή ισχύει μόνο έως τις 31 Ιουλίου 2011 — This approval is valid only until 31 July 2011 — Esta autorización únicamente es válida hasta el 31 de julio de 2011 — Cette autorisation n'est valable que jusqu'au 31 juillet 2011 — La presente autorizzazione è valida soltanto fino al 31 luglio 2011 — Šis apstiprinājums ir spēkā tikai līdz 2011. gada 31. jūlijam — Šis patvirtinimas galioja tik iki 2011 m. liepos 31 d. — A jóváhagyás 2011. július 31-ig érvényes — Din l-approvazzjoni hija valida biss sal-31 ta' Lulju 2011 — Deze goedkeuring is slechts geldig tot en met 31 juli 2011 — Niniejsze zatwierdzenie jest ważne do dnia 31 lipca 2011 r. — Esta aprovação só é válida até 31 de Julho de 2011 — Această aprobare este valabilă numai până la 31 iulie 2011 — Toto schválenie je platné len do 31. júla 2011 — Ta odobritev velja samo do 31. julija 2011 — Tämä hyväksyntä on voimassa ainoastaan 31 päivään heinäkuuta 2011 saakka — Detta godkännande är bara giltigt till den 31 juli 2011

**Страна:** Белгия — **Země:** Belgie — **Land:** Belgien — **Land:** Belgien — **Riik:** Belgia — **Χώρα:** Βέλγιο — **Country:** Belgium — **Pais:** Bélgica — **Pays:** Belgique — **Paese:** Belgio — **Valsts:** Belģija — **Šalis:** Belgija — **Ország:** Belgium — **Pajjiz:** Belġju — **Land:** België — **Kraj:** Belgia — **País:** Bélgica — **Ṭara:** Belgia — **Krajina:** Belgicko — **Država:** Belgija — **Maa:** Belgia — **Land:** Belgien

1	2	3	4	5	6
Antwerpen (Anvers)	BE 02699	P	Kaai 650	HC, NHC	
			Kallo	HC, NHC	
Brussel–Zaventem (Bruxelles Zaventem)	BE 02899	A	Flight Care	HC-T (2)	
			Flight Care 2	NHC (2)	U, E, O
			Avia Partner	HC-T (2)	
			WFS	HC-T (2)	
			Swiss Port	HC-T (2)	
Gent (Gand)	BE 02999	P		HC-NT (6) NHC-NT (6)	
Liège	BE 03099	A		HC, NHC-NT (2), NHC-T(FR)	U, E, O
Oostende (Ostende)	BE 02599	P		HC-T (2)	
Oostende (Ostende)	BE 03199	A	IC-1	HC (2)	E
			IC-2		
Zeebrugge	BE 02799	P	OCHZ	HC (2), NHC (2)	

Страна: България — **Země:** Bulharsko — **Land:** Bulgarien — **Land:** Bulgarien — **Riik:** Bulgaaria — **Χώρα:** Βουλγαρία — **Country:** Bulgaria — **País:** Bulgaria — **Pays:** Bulgarie — **Paese:** Bulgaria — **Valsts:** Bulgārija — **Šalis:** Bulgarija — **Ország:** Bulgária — **Pajjiž:** Bulgarija — **Land:** Bulgarije — **Kraj:** Bułgaria — **País:** Bulgária — **Ṭara:** Bulgaria — **Krajina:** Bulharsko — **Država:** Bolgarija — **Maa:** Bulgaria — **Land:** Bulgarien

1	2	3	4	5	6
Bregovo	BG 00199	R		HC(2), NHC	
Burgas	BG 00299	P		HC(2), NHC	
Gjushevo	BG 00399	R		HC(2), NHC	
Kalotina	BG 00499	R		HC(2), NHC	U, E, O
Kapitan Andreevo	BG 00599	R		HC, NHC	U, E, O
Sofia	BG 00699	A		HC(2), NHC(2)	E, O
Varna	BG 00799	P		HC(2), NHC	
Zlatarevo	BG 00899	R		HC(2), NHC	

Страна: Чешка Република — **Země:** Česká republika — **Land:** Tjekkiet — **Land:** Tschechische Republik — **Riik:** Tšehhi Vabariik — **Χώρα:** Τσεχία — **Country:** Czech Republic — **País:** República Checa — **Pays:** République tchèque — **Paese:** Repubblica ceca — **Valsts:** Čehija — **Šalis:** Čekijos Respublika — **Ország:** Cseh Köztársaság — **Pajjiž:** Republika Čeka — **Land:** Tsjechië — **Kraj:** Republika Czeska — **País:** República Checa — **Ṭara:** Republica Cehă — **Krajina:** Česká republika — **Država:** Česka — **Maa:** Tšekki — **Land:** Tjeckien

1	2	3	4	5	6
Praha-Ruzyně	CZ 00099	A		HC(2), NHC-T(CH)(2), NHC(NT)(2)	E, O

Страна: Дания — **Země:** Dánsko — **Land:** Danmark — **Land:** Dänemark — **Riik:** Taani — **Χώρα:** Δανία — **Country:** Denmark — **País:** Dinamarca — **Pays:** Danemark — **Paese:** Danimarca — **Valsts:** Dānija — **Šalis:** Danija — **Ország:** Dánia — **Pajjiž:** Danimarka — **Land:** Denemarken — **Kraj:** Dania — **País:** Dinamarca — **Ṭara:** Danemarca — **Krajina:** Dánsko — **Država:** Danska — **Maa:** Tanska — **Land:** Danmark

1	2	3	4	5	6
Ålborg 1 (Greenland Port) 1	DK 02299	P		HC-T(FR)(1)(2)	
Ålborg 2 (Greenland Port) 2	DK 51699	P		HC(2), NHC (2)	
Århus	DK 02199	P		HC(1)(2), NHC-T(FR), NHC-NT(2)(11)	
Esbjerg	DK 02399	P		HC-T(FR)(1)(2), NHC-T(FR)(2), NHC-NT(11)	
Fredericia	DK 11099	P		HC(1)(2), NHC(2), NHC-(NT)11	
Hanstholm	DK 11399	P		HC-T(FR)(1)(3)	
Hirtshals	DK 11599	P	Centre 1	HC-T(FR)(1)(2)	
			Centre 2	HC-T(FR)(1)(2)	
Billund	DK 01799	A		HC-T(1)(2), NHC(2)	U, E, O

1	2	3	4	5	6
København	DK 11699	A	Centre 1, SAS 1 (North)	HC(1)(2), NHC*	
			Centre 2, SAS 2 (East)	HC*, NHC(2)	
			Centre 3		U, E, O
København	DK 21699	P		HC(1), NHC-T(FR), NHC-NT	
Kolding	DK 01899	P		NHC(11)	
Skagen	DK 01999	P		HC-T(FR)(1)(2)(3)	

**Страна:** Германия — **Země:** Německo — **Land:** Tyskland — **Land:** Deutschland — **Riik:** Saksamaa — **Χώρα:** Γερμανία —  
**Country:** Germany — **País:** Alemania — **Pays:** Allemagne — **Paese:** Germania — **Valsts:** Vācija — **Šalis:** Vokietija —  
**Ország:** Németország — **Pajjiž:** Germanja — **Land:** Duitsland — **Kraj:** Niemcy — **País:** Alemanha — **Ṭara:** Germania —  
**Krajina:** Nemecko — **Država:** Nemčija — **Maa:** Saksa — **Land:** Tyskland

1	2	3	4	5	6
Berlin-Tegel	DE 50299	A		HC, NHC	O
Brake	DE 51599	P		NHC-NT(4)	
Bremen	DE 50699	P		HC, NHC	
Bremerhaven	DE 50799	P		HC, NHC	
Cuxhaven	DE 51699	P	IC 1	HC-T(FR)(3)	
			IC 2	HC-T(FR)(3)	
Düsseldorf	DE 51999	A		HC(2), NHC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	O
Frankfurt/Main	DE 51099	A		HC, NHC	U, E, O
Hahn Airport	DE 55999	A		HC(2), NHC(2)	O
Hamburg Flughafen	DE 50999	A		HC, NHC	O
Hamburg Hafen	DE 50899	P	Burchardkai	HC, NHC-NT, NHC-T(FR)	
			Frigo Altenwerder	HC	
			Rosshafen	NHC	
Hannover-Langenhagen	DE 51799	A		HC(2), NHC(2)	O
Kiel	DE 52699	P		HC, NHC	E
Köln	DE 52099	A		HC(2), NHC(2)	O
Konstanz Straße	DE 53199	R		HC, NHC	U, E, O
Leipzig-Halle Flughafen	DE 56099	A		HC(2), NHC(2)	U, E, O
Lübeck	DE 52799	P		HC, NHC	U, E
München	DE 49699	A		HC(2), NHC(2)	O
Rostock	DE 51399	P		HC, NHC	U, E, O
Rügen	DE 51199	P		HC(3)	
Schönefeld	DE 50599	A		HC(2), NHC(2)	U, E, O
Stuttgart	DE 49099	A		HC(2), NHC(2)	O
Weil/Rhein	DE 49199	R		HC, NHC	U, E, O

**Страна:** Естония — **Země:** Estonsko — **Land:** Estland — **Land:** Estland — **Riik:** Eesti — **Χώρα:** Εσθονία — **Country:** Estonia — **País:** Estonia — **Pays:** Estonie — **Paese:** Estonia — **Valsts:** Igaunija — **Šalis:** Estija — **Ország:** Észtország — **Pajjiž:** Estonja — **Land:** Estland — **Kraj:** Estonia — **País:** Estónia — **Ṭara:** Estonia — **Krajina:** Estónsko — **Država:** Estonija — **Maa:** Viro — **Land:** Estland

1	2	3	4	5	6
Luhamaa	EE 00199	R		HC, NHC	U, E
Muuga	EE 00399	P	IC 1	HC, NHC-T(FR), NHC-NT	
			AS Refetra	HC-T(FR)2	
Narva	EE 00299	R		HC, NHC-NT	
Paldiski	EE 00599	P		HC(2), NHC-NT(2)	

**Страна:** Гърция — **Země:** Řecko — **Land:** Grækenland — **Land:** Griechenland — **Riik:** Kreeka — **Χώρα:** Ελλάδα — **Country:** Greece — **País:** Grecia — **Pays:** Grèce — **Paese:** Grecia — **Valsts:** Grieķija — **Šalis:** Graikija — **Ország:** Görögország — **Pajjiž:** Grečja — **Land:** Griekenland — **Kraj:** Grecja — **País:** Grécia — **Ṭara:** Grecia — **Krajina:** Grécko — **Država:** Grčija — **Maa:** Kreikka — **Land:** Grekland

1	2	3	4	5	6
Evzoni	GR 06099	R		HC, NHC-NT	U, E, O
Athens International Airport	GR 05599	A		HC(2), NHC-NT(2)	U, E, O
Idomeni	GR 06299	F			U, E
Kakavia	GR 07099	R		HC(2), NHC-NT	
Neos Kafkassos	GR 06399	F		HC(2), NHC-NT	U, E
Neos Kafkassos	GR 06399	R		HC, NHC-NT	U, E
Peplos	GR 07299	R		HC(2), NHC-NT	E
Pireas	GR 05499	P		HC(2), NHC-NT	
Thessaloniki	GR 05799	A		HC-T(CH)(2), NHC-NT	O
Thessaloniki	GR 05699	P		HC(2), NHC-NT	

**Страна:** Испания — **Země:** Španělsko — **Land:** Spanien — **Land:** Spanien — **Riik:** Hispaania — **Χώρα:** Ισπανία — **Country:** Spain — **País:** España — **Pays:** Espagne — **Paese:** Spagna — **Valsts:** Spānija — **Šalis:** Ispanija — **Ország:** Spanyolország — **Pajjiž:** Spanja — **Land:** Spanje — **Kraj:** Hiszpania — **País:** Espanha — **Ṭara:** Spania — **Krajina:** Španielsko — **Država:** Španija — **Maa:** Espanja — **Land:** Spanien

1	2	3	4	5	6
A Coruña-Laxe	ES 48899	P	A Coruña	HC, NHC	
			Laxe	HC	
Algeciras	ES 47599	P	Productos	HC, NHC	
			Animales		U, E, O
Alicante	ES 49999	A		HC(2), NHC(2)	O
Alicante	ES 48299	P		HC, NHC-NT	

1	2	3	4	5	6
Almería	ES 50099	A		HC(2), NHC(2)	O
Almería	ES 48399	P		HC, NHC-NT	
Asturias	ES 50199	A		HC(2)	
Barcelona	ES 50299	A	Iberia	HC(2), NHC-T(CH)(2) NHC-NT(2)	O
			Flightcare	HC(2), NHC(2)	O
Barcelona	ES 47199	P		HC, NHC	
Bilbao	ES 50399	A		HC(2), NHC(2)	O
Bilbao	ES 48499	P		HC, NHC	
Cádiz	ES 47499	P		HC, NHC	
Cartagena	ES 48599	P		HC, NHC	
Castellón	ES 49799	P		HC, NHC	
Gijón	ES 48699	P		HC, NHC	
Gran Canaria	ES 50499	A		HC(2), NHC-NT(2)	O
Huelva	ES 48799	P	Puerto interior	HC	
			Puerto exterior	NHC-NT	
Las Palmas de Gran Canaria	ES 48199	P	Productos	HC, NHC	
			Animales		U, E, O
Madrid	ES 47899	A	Iberia	HC(2), NHC(2)	U, E, O
			Flightcare	HC(2), NHC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	U, E, O
			PER4	HC-T(CH)(2)	
			WFS: World Wide Flight Services	HC(2), NHC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	O
Málaga	ES 50599	A		HC(2), NHC(2)	O
Málaga	ES 47399	P		HC, NHC	U, E, O
Marín	ES 49599	P		HC, NHC-T(FR), NHC-NT	
Palma de Mallorca	ES 47999	A		HC(2)-NT, HC(2)-T(CH), HC(2)-T(FR)*, NHC(2)-NT, NHC(2)-T(CH), NHC(2)-T(FR)*	O
Santa Cruz de Tenerife	ES 48099	P	Dársena	HC	
			Dique	NHC	U, E, O
Santander	ES 50799	A		HC(2), NHC(2)	
Santander	ES 48999	P		HC, NHC	
Santiago de Compostela	ES 49899	A		HC(2), NHC(2)	
San Sebastián*	ES 50699	A		HC(2)*, NHC(2)*	
Sevilla	ES 50899	A		HC(2), NHC(2)	O

1	2	3	4	5	6
Sevilla	ES 49099	P		HC, NHC	
Tarragona	ES 49199	P		HC, NHC	
Tenerife Norte	ES 50999	A		HC(2)	
Tenerife Sur	ES 49699	A	Productos	HC(2), NHC(2)	
			Animales		U, E, O
Valencia	ES 51099	A		HC(2), NHC(2)	O
Valencia	ES 47299	P		HC, NHC	
Vigo	ES 51199	A		HC(2), NHC(2)	
Vigo	ES 47699	P	T.C. Guixar	HC, NHC-T(FR), NHC-NT	
			Pantalan 3	HC-T(FR)(2)(3)	
			Frioya	HC-T(FR)(2)(3)	
			Frigalsa	HC-T(FR)(2)(3)	
			Pescanova	HC-T(FR)(2)(3)	
			Vieirasa	HC-T(FR)(3)	
			Fandicosta	HC-T(FR)(2)(3)	
			Frig. Morrazo	HC-T(FR)(3)	
Vilagarcía-Ribeira-Caramiñal	ES 49499	P	Vilagarcia	HC(2), NHC(2)(11)	
			Ribeira	HC	
			Caramiñal	HC	
Vitoria	ES 49299	A	Productos	HC(2), NHC-NT(2), NHC-T(CH)(2)	
			Animales		U, E, O
Zaragoza	ES 49399	A		HC(2)	

**Страна:** Франция — **Země:** Francie — **Land:** Frankrig — **Land:** Frankreich — **Riik:** Prantsusmaa — **Χώρα:** Γαλλία — **Country:** France — **País:** Francia — **Pays:** France — **Paese:** Francia — **Valsts:** Francija — **Šalis:** Prancūzija — **Ország:** Franciaország — **Pajjiž:** Franza — **Land:** Frankrijk — **Kraj:** Francja — **País:** França — **Ṭara:** Franța — **Krajina:** Francúzsko — **Država:** Francija — **Maa:** Ranska — **Land:** Frankrike

1	2	3	4	5	6
Beauvais	FR 16099	A			E
Bordeaux	FR 13399	A		HC-T(1), HC-NT, NHC	
Bordeaux	FR 23399	P		HC-NT	
Boulogne	FR 16299	P		HC-T(1)(3), HC-NT(1)(3)	
Brest	FR 32999	A		HC-T(CH)(1)(2)	
Brest	FR 12999	P		HC-T(FR)(1), NHC-T(FR)	



1	2	3	4	5	6
Châteauroux – Déols	FR 13699	A		HC-T(2)	
Concarneau – Douarnenez	FR 22999	P	Concarneau	HC-T(1)(3)	
			Douarnenez	HC-T(FR)(1)(3)	
Deauville	FR 11499	A			E
Dunkerque	FR 15999	P	Caraïbes	HC-T(1), HC-NT	
			Maison Blanche	NHC-NT	
Ferney – Voltaire (Genève)	FR 20199	A		HC-T(1)(2), HC-NT, NHC	O
Le Havre	FR 17699	P	Route des marais	HC-T(1), HC-NT, NHC	
			Dugrand	HC-T(FR)(1)(2)	
			EFBS	HC-T(FR)(1)(2)	
			Fécamp	HC-NT(6), NHC-NT(6)	
Lorient	FR 15699	P	CCIM	NHC-NT(4)	
Lyon – Saint-Exupéry	FR 16999	A		HC-T(1), HC-NT, NHC	O
Marseille Port (15)	FR 11399	P	Hangar 14		E
			STEF	HC-T(1)(2), HC-NT(2)	
Marseille – Fos-sur-Mer	FR 31399	P		HC-T(1), HC-NT, NHC	
Marseille aéroport	FR 21399	A		HC-T(1), HC-NT, NHC-NT	O
Nantes – Saint-Nazaire	FR 14499	P		HC-T(1), HC-NT, NHC-NT	
Nice	FR 10699	A		HC-T(CH)(1)(2)	O
Orly	FR 29499	A	SFS	HC-T(1)(2), HC-NT(2), NHC	
			Air France	HC-T(1), HC-NT	
Réunion – Port Réunion	FR 29999	P		HC(1), NHC	
Réunion – Roland-Garros	FR 19999	A		HC(1), NHC	O
Roissy – Charles-de-Gaulle	FR 19399	A	Air France	HC-T(1), HC-NT, NHC-NT	
			France Handling	HC-T(1), HC-NT, NHC	
			Station animalière		U, E, O
Rouen	FR 27699	P		HC-T(1), HC-NT, NHC	
Saint Louis Bâle	FR 26899	A		HC-T(1), HC-NT, NHC	O
Saint Louis Bâle	FR 16899	R		HC-T(1), HC-NT, NHC	

1	2	3	4	5	6
Saint-Malo	FR 13599	P		NHC-NT	
Saint-Julien Bardonnex	FR 17499	R		HC-T(1), HC-NT, NHC	U, O
Sète	FR 13499	P	Frontignan	HC-T(1), HC-NT	
Toulouse – Blagnac	FR 13199	A		HC-T(1)(2), HC-NT(2), NHC(2)	O
Vatry	FR 15199	A		HC-T(CH)(1)(2)	

**Страна:** Ирландия — **Země:** Irsko — **Land:** Irland — **Land:** Irland — **Riik:** Iirimaa — **Χώρα:** Ιρλανδία — **Country:** Ireland — **País:** Irlanda — **Pays:** Irlande — **Paese:** Irlanda — **Valsts:** Īrija — **Šalis:** Airija — **Ország:** Írország — **Pajjiž:** Irlanda — **Land:** Ierland — **Kraj:** Irlandia — **País:** Irlanda — **Ṭara:** Irlanda — **Krajina:** Írsko — **Država:** Irska — **Maa:** Irlanti — **Land:** Irland

1	2	3	4	5	6
Dublin Airport	IE 02999	A			E, O
Dublin Port	IE 02899	P		HC(2), NHC	
Shannon	IE 03199	A		HC(2), NHC(2)	U, E, O

**Страна:** Италия — **Země:** Itálie — **Land:** Italien — **Land:** Italien — **Riik:** Itaalia — **Χώρα:** Ιταλία — **Country:** Italy — **País:** Italia — **Pays:** Italie — **Paese:** Italia — **Valsts:** Itālija — **Šalis:** Italija — **Ország:** Olaszország — **Pajjiž:** Italja — **Land:** Italië — **Kraj:** Włochy — **País:** Itália — **Ṭara:** Italia — **Krajina:** Taliansko — **Država:** Italija — **Maa:** Italia — **Land:** Italien

1	2	3	4	5	6
Ancona	IT 10199	A		HC, NHC	
Ancona	IT 00199	P	VIS	HC	
			Garbage	NHC	
Bari	IT 00299	P		HC, NHC-NT	
Bergamo	IT 03999	A		HC, NHC	
Bologna-Borgo Panigale	IT 00499	A		HC, NHC	O
Brescia Montichiari Airport	IT 04599	A		HC(2), NHC(2)	
Campocologno	IT 03199	F			U
Chiasso	IT 10599	F		HC, NHC	U, O
Chiasso	IT 00599	R		HC, NHC	U, O
Civitavecchia	IT 04399	P		HC-T(2)	
Genova	IT 01099	P	Calata Sanità (terminal Sech)	HC(2), NHC-NT(2)	
			Nino Ronco (terminal Messina)	NHC-NT(2)	
			Porto di Voltri (Voltri)	HC(2), NHC-NT(2)	
			Ponte Paleocapa	NHC-NT(6)	

1	2	3	4	5	6
Genova	IT 11099	A		HC(2), NHC(2)	O
Gioia Tauro	IT 04099	P		HC, NHC	
Gran San Bernardo-Pollein	IT 02099	R		HC, NHC	
La Spezia	IT 03399	P		HC, NHC	U, E
Livorno-Pisa	IT 01399	P	Porto Commerciale	HC, NHC-NT	
			Sintermar	HC, NHC	
			Lorenzini	HC, NHC-NT	
			Terminal Darsena Toscana	HC, NHC	
Livorno-Pisa	IT 04299	A		HC(2), NHC(2)	
Milano-Linate	IT 01299	A		HC(2), NHC(2)	O
Milano-Malpensa	IT 01599	A	Magazzini aeroportuali ALHA	HC(2), NHC(2)	O
			SEA		U, E
			Cargo City MLE	HC, NHC	O
Napoli	IT 01899	P	Molo Bausan	HC, NHC	
Napoli	IT 11899	A		HC, NHC-NT	
Olbia	IT 02299	P		HC-T(FR)(3)	
Palermo	IT 01999	A		HC-T	
Palermo	IT 11999	P		HC	
Ravenna	IT 03499	P	Sapir 1	NHC-NT	
			TCR	HC-T(FR), HC-T(CH), HC-NT	
			Setramar	NHC-NT	
			Docks Cereali	NHC-NT	
Reggio Calabria*	IT 01799	P		HC*, NHC*	
Reggio Calabria	IT 11799	A		HC, NHC	
Roma-Fiumicino	IT 00899	A	Alitalia	HC, NHC	O
			Cargo City ADR	HC, NHC	
			Isola Veterinaria		U, E, O
Rimini	IT 04199	A		HC(2), NHC(2)	
Salerno	IT 03599	P		HC, NHC	
Taranto	IT 03699	P		HC, NHC	
Torino-Caselle*	IT 02599	A		HC-T(2),* NHC-NT(2)*	O*
Trapani	IT 03799	P		HC	

1	2	3	4	5	6
Trieste	IT 02699	P	Hangar 69	HC, NHC	
Venezia	IT 12799	A		HC(2), NHC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	
Venezia	IT 02799	P		HC-T, NHC-NT	
Verona	IT 02999	A		HC(2), NHC(2)	
Vado Ligure Savona Port	IT 04499	P		HC(2), NHC-NT(2)	

**Страна:** Кипър — **Země:** Купр — **Land:** Cypem — **Land:** Zypern — **Riik:** Küpros — **Χώρα:** Κύπρος — **Country:** Cyprus — **País:** Chipre — **Pays:** Chypre — **Paese:** Cipro — **Valsts:** Kipra — **Šalis:** Kipras — **Ország:** Ciprus — **Pajjiž:** Ćipru — **Land:** Cyprus — **Kraj:** Cypr — **País:** Chipre — **Ṭara:** Ćipru — **Krajina:** Cyprus — **Država:** Ćiper — **Maa:** Kypros — **Land:** Cypem

1	2	3	4	5	6
Larnaka	CY 40099	A		HC(2), NHC-NT(2)	O
Lemesos	CY 50099	P		HC(2), NHC-NT	

**Страна:** Латвия — **Země:** Lotyšsko — **Land:** Letland — **Land:** Lettland — **Riik:** Läti — **Χώρα:** Λεττονία — **Country:** Latvia — **País:** Letonia — **Pays:** Lettonie — **Paese:** Lettonia — **Valsts:** Latvija — **Šalis:** Latvija — **Ország:** Lettország — **Pajjiž:** Latvja — **Land:** Letland — **Kraj:** Łotwa — **País:** Letónia — **Ṭara:** Letonia — **Krajina:** Lotyšsko — **Država:** Latvija — **Maa:** Latvia — **Land:** Lettland

1	2	3	4	5	6
Daugavpils	LV 81699	F		HC(2), NHC(NT)(2)	
Grebņeva (13)	LV 72199	R		HC, NHC-T(CH), NHC-NT	
Pātarnieki	LV 73199	R	IC1	HC, NHC-T(CH), NHC-NT	
			IC2		U, E, O
Rēzekne (13)	LV 74299	F		HC(2), NHC(NT)(2)	
Rīga (Riga Port)	LV 21099	P		HC(2), NHC(2)	
			Kravu termināls	HC-T(FR)(2) HC-NT(2)	
Rīga (Baltmarine Terminal)	LV 05099	P		HC-T(FR)(2)	
Terehova (13)	LV 72299	R		HC, NHC-NT	E, O
Ventspils	LV 31199	P		HC(2), NHC(2)	

**Страна:** Литва — **Země:** Litva — **Land:** Litauen — **Land:** Litauen — **Riik:** Leedu — **Χώρα:** Λιθουανία — **Country:** Lithuania — **País:** Lituania — **Pays:** Lituanie — **Paese:** Lituania — **Valsts:** Lietuva — **Šalis:** Lietuva — **Ország:** Litvánia — **Pajjiž:** Litvanja — **Land:** Litouwen — **Kraj:** Litwa — **País:** Lituânia — **Ṭara:** Lituania — **Krajina:** Litva — **Država:** Litva — **Maa:** Liettua — **Land:** Litauen

1	2	3	4	5	6
Kena (13)	LT 01399	F		HC-T(FR), HC-NT, NHC-T(FR), NHC-NT	
Kybartai (13)	LT 01899	R		HC, NHC	

1	2	3	4	5	6
Kybartai (13)	LT 02199	F		HC, NHC	
Lavoriškės (13)	LT 01199	R		HC, NHC	
Medininkai (13)	LT 01299	R		HC, NHC-T(FR), NHC-NT	U, E, O
Molo	LT 01699	P		HC-T(FR)(2), HC-NT(2), NHC-T(FR)(2), NHC-NT(2)	
Malkų įlankos	LT 01599	P		HC, NHC	
			Laistų	HC	
Pilies	LT 02299	P		HC-T(FR)(2), HC-NT(2), NHC-T(FR)(2), NHC-NT(2)	
Panemunė (13)	LT 01799	R		HC, NHC	
Pagėgiai (13)	LT 02099	F		HC, NHC	
Šalčininkai (13)	LT 01499	R		HC, NHC	
Vilnius	LT 01999	A		HC, NHC	O

**Страна:** Люксембург — **Zemė:** Lucembursko — **Land:** Luxembourg — **Land:** Luxemburg — **Riik:** Luksemburg — **Χώρα:** Λουξεμβούργο — **Country:** Luxembourg — **País:** Luxemburgo — **Pays:** Luxembourg — **Paese:** Lussemburgo — **Valsts:** Luksemburga — **Šalis:** Liuksemburgas — **Ország:** Luxemburg — **Pajjiž:** Lussemburgu — **Land:** Luxemburg — **Kraj:** Luksemburg — **País:** Luxemburgo — **Ṭara:** Luxemburg — **Krajina:** Lucembursko — **Država:** Luksemburg — **Maa:** Luxemburg — **Land:** Luxemburg

1	2	3	4	5	6
Luxembourg	LU 00199	A	Centre 1	HC	
			Centre 2	NHC-NT	U, E, O

**Страна:** Унгария — **Zemė:** Mađarsko — **Land:** Ungarn — **Land:** Ungarn — **Riik:** Ungari — **Χώρα:** Ουγγαρία — **Country:** Hungary — **País:** Hungría — **Pays:** Hongrie — **Paese:** Ungheria — **Valsts:** Ungārija — **Šalis:** Vengrija — **Ország:** Magyarország — **Pajjiž:** Ungerija — **Land:** Hongarije — **Kraj:** Węgry — **País:** Hungria — **Ṭara:** Ungaria — **Krajina:** Mađarsko — **Država:** Mađarska — **Maa:** Unkari — **Land:** Ungern

1	2	3	4	5	6
Budapest–Ferihegy	HU 00399	A		HC(2), NHC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	O
Eperjeske	HU 02899	F		HC-T(CH)(2), HC(NT)(2), NHC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	
Gyékényes	HU 00499	F		HC(2), NHC(2)	
Kelebia	HU 02499	F		HC-T(CH)(2), HC(NT)(2), NHC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	
Letenye	HU 01199	R		HC(2), NHC-NT(2)	
Röszke	HU 02299	R		HC(2), NHC-NT(2)	E
Záhony	HU 02799	R		HC(2), NHC-NT(2)	U, E

**Страна:** Малта — **Země:** Malta — **Land:** Malta — **Land:** Malta — **Riik:** Malta — **Χώρα:** Μάλτα — **Country:** Malta — **País:** Malta — **Pays:** Malte — **Paese:** Malta — **Valsts:** Malta — **Šalis:** Malta — **Ország:** Málta — **Pajjiž:** Malta — **Land:** Malta — **Kraj:** Malta — **País:** Malta — **Ṭara:** Malta — **Krajina:** Malta — **Država:** Malta — **Maa:** Malta — **Land:** Malta

1	2	3	4	5	6
Luqa	MT 01099	A		HC(2), NHC(2)	O, U, E
Marsaxxlok	MT 03099	P		HC, NHC	
Valetta	MT 02099	P			U, E,

**Страна:** Нидерландия — **Země:** Nizozemsko — **Land:** Nederlandene — **Land:** Niederlande — **Riik:** Holland — **Χώρα:** Κάτω Χώρες — **Country:** Netherlands — **País:** Países Bajos — **Pays:** Pays-Bas — **Paese:** Paesi Bassi — **Valsts:** Nīderlande — **Šalis:** Nyderlandai — **Ország:** Hollandia — **Pajjiž:** Olanda — **Land:** Nederland — **Kraj:** Niderlandy — **País:** Países Baixos — **Ṭara:** Ṭāriile de Jos — **Krajina:** Holandsko — **Država:** Nizozemska — **Maa:** Alankomaat — **Land:** Nederlānderna

1	2	3	4	5	6
Amsterdam	NL 01399	A	Aero Ground Services	HC(2), NHC-T(FR), NHC-NT(2)	O(14)
			KLM-2		U, E, O(14)
			Freshport	HC(2), NHC(2)	O(14)
Amsterdam	NL 01799	P	Cornelius Vrolijk	HC-T(FR)(2)(3)	
			Daalimpex Velzen	HC-T	
			PCA	HC(2), NHC(2)	
			Kloosterboer Ijmuiden	HC-T(FR)	
Eemshaven	NL 01899	P		HC-T(2), NHC-T(FR)(2)	
Harlingen	NL 02099	P	Daalimpex	HC-T	
Maastricht	NL 01599	A		HC, NHC	U, E, O
Rotterdam	NL 01699	P	Eurofrigo Karimatastraat	HC, NHC-T(FR), NHC-NT	
			Eurofrigo, Abel Tasmanstraat	HC	
			Kloosterboer	HC-T(FR)	
			Wibaco	HC-T(FR)(2), HC-NT(2)	
			Van Heezik	HC-T(2)	
Vlissingen	NL 02199	P	Daalimpex	HC-T(2), NHC-T(FR)(2)	
			Kloosterboer	HC-T(2), HC-NT	

**Страна:** Австрия — **Země:** Rakousko — **Land:** Østrig — **Land:** Österreich — **Riik:** Austria — **Χώρα:** Αυστρία — **Country:** Austria — **País:** Austria — **Pays:** Autriche — **Paese:** Austria — **Valsts:** Austrija — **Šalis:** Austrija — **Ország:** Ausztria — **Pajjiž:** Awstrija — **Land:** Oostenrijk — **Kraj:** Austria — **País:** Áustria — **Ṭara:** Austria — **Krajina:** Rakúsko — **Država:** Avstrija — **Maa:** Itävalta — **Land:** Österrike

1	2	3	4	5	6
Feldkirch-Buchs	AT 01399	F		HC-NT(2), NHC-NT	
Feldkirch-Tisis	AT 01399	R		HC(2), NHC-NT	E

1	2	3	4	5	6
Höchst	AT 00699	R		HC, NHC-NT	U, E, O
Linz	AT 00999	A		HC(2), NHC(2)	O, E, U(8)
Wien-Schwechat	AT 01599	A		HC(2), NHC(2)	O

**Страна:** Полша — **Země:** Polsko — **Land:** Polen — **Land:** Polen — **Riik:** Poola — **Χώρα:** Πολωνία — **Country:** Poland — **País:** Polonia — **Pays:** Pologne — **Paese:** Polonia — **Valsts:** Polija — **Šalis:** Lenkija — **Ország:** Lengyelország — **Pajjiž:** Polonja — **Land:** Polen — **Kraj:** Polska — **País:** Polónia — **Ṭara:** Polonia — **Krajina:** Poľsko — **Država:** Poljska — **Maa:** Puola — **Land:** Polen

1	2	3	4	5	6
Bezledy (13)	PL 28199	R		HC, NHC	U, E, O
Dorohusk	PL 06399	R		HC, NHC-T(FR), NHC-NT	O
Gdańsk	PL 22299	P		HC(2), NHC(2)	
Gdynia	PL 22199	P	IC 1	HC, NHC	U, E, O
			IC 2	HC-T(FR)(2)	
Hrebenne	PL 06499	R		HC, NHC	
Korczowa	PL 18199	R		HC, NHC	U, E, O
Kukuryki-Koroszczyn	PL 06199	R		HC, NHC	U, E, O
Kuźnica Białostocka (13)	PL 20199	R		HC, NHC	U, E, O
Świnoujście	PL 32299	P		HC, NHC	
Szczecin	PL 32199	P		HC, NHC	
Terespol-Kobylany	PL 06299	F		HC, NHC	
Warszawa Okęcie	PL 14199	A		HC(2), NHC(2)	U, E, O

**Страна:** Португалия — **Země:** Portugalsko — **Land:** Portugal — **Land:** Portugal — **Riik:** Portugal — **Χώρα:** Πορτογαλία — **Country:** Portugal — **País:** Portugal — **Pays:** Portugal — **Paese:** Portogallo — **Valsts:** Portugāle — **Šalis:** Portugalija — **Ország:** Portugália — **Pajjiž:** Portugall — **Land:** Portugal — **Kraj:** Portugalia — **País:** Portugal — **Ṭara:** Portugalia — **Krajina:** Portugalsko — **Država:** Portugalska — **Maa:** Portugali — **Land:** Portugal

1	2	3	4	5	6
Aveiro	PT 04499	P		HC-T(3)	
Faro	PT 03599	A		HC(2)	O
Funchal (Madeira)	PT 05699	A		HC, NHC	O
Funchal (Madeira)	PT 03699	P		HC-T	
Horta (Açores)	PT 04299	P		HC-T(FR)(3)	
Lisboa	PT 03399	A	Centre 1	HC(2)	O
Lisboa	PT 03999	P	Liscont	HC(2), NHC	
			Xabregas	HC, NHC-T(FR), NHC-NT	
Peniche	PT 04699	P		HC-T(FR)(3)	

1	2	3	4	5	6
Ponta Delgada (Açores)	PT 03799	A		NHC-NT	
Ponta Delgada (Açores)	PT 05799	P		HC-T(FR)(3), NHC-T(FR)(3)	
Porto	PT 03499	A		HC-T(2), NHC-NT(2)	O
Porto	PT 04099	P		HC, NHC-NT	
Praia da Vitória (Açores)	PT 03899	P			U, E
Setúbal	PT 04899	P		HC(2), NHC	
Sines	PT 05899	P		HC(2), NHC	
Viana do Castelo	PT 04399	P		HC-T(FR)(3)	

Страна: Румъния — **Země:** Rumunsko — **Land:** Rumænien — **Land:** Rumänien — **Riik:** Rumeenia — **Χώρα:** Ρουμανία  
— **Country:** Romania — **País:** Rumanía — **Pays:** Roumanie — **Paese:** Romania — **Valsts:** Rumānija — **Šalis:** Rumunija  
— **Ország:** Románia — **Pajjiž:** Rumanija — **Land:** Roemenië — **Kraj:** Rumunia — **País:** Roménia — **Țara:** România —  
**Krajina:** Rumunsko — **Država:** Romunija — **Maa:** Romania — **Land:** Rumänien

1	2	3	4	5	6
Albita	RO 40199	R	IC 1	HC(2)	
			IC 2	NHC-T(CH), NHC-NT	
			IC 3		U, E, O
Bucharest Henri Coandă	RO 10199	A	IC 1	HC-NT(2), HC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	
			IC 2		E, O
Constanta North	RO 15199	P		HC(2), NHC-NT(2)	
Constanta South-Agigea	RO 15299	P		HC(2), NHC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	
Halmeu	RO 33199	R	IC 1	HC(2), NHC(2)	
			IC 2		U, E, O
Sculeni Iasi	RO 25199	R		HC(2), NHC(2)	
Siret	RO 36199	R		HC(2), NHC(2)	
Stamora Moravita	RO 38199	R	IC 1	HC(2), NHC(2)	
			IC 2		U, E, O



**Страна:** Словения — **Země:** Slovinsko — **Land:** Slovenien — **Land:** Slowenien — **Riik:** Sloveenia — **Χώρα:** Σλοβενία —  
**Country:** Slovenia — **País:** Eslovenia — **Pays:** Slovénie — **Paese:** Slovenia — **Valsts:** Slovēnija — **Šalis:** Slovénija —  
**Ország:** Szlovénia — **Pajjiž:** Slovenja — **Land:** Slovenië — **Kraj:** Słowenia — **País:** Eslovénia — **Ṭara:** Slovenia —  
**Krajina:** Slovinsko — **Država:** Slovenija — **Maa:** Slovenia — **Land:** Slovenien

1	2	3	4	5	6
Dobova	SI 00699	F		HC(2), NHC(2)	U, E
Gruškovje	SI 00199	R		HC, NHC-T (FR), NHC-NT	O
Jelšane	SI 00299	R		HC, NHC-NT, NHC-T(CH)	O
Koper	SI 00399	P		HC, NHC-T(CH), NHC-NT	
Ljubljana Brnik	SI 00499	A		HC(2), NHC(2)	O
Obrežje	SI 00599	R		HC, NHC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	U, E, O

**Страна:** Словакия — **Země:** Slovensko — **Land:** Slovakië — **Land:** Slowakei — **Riik:** Slovakkia — **Χώρα:** Σλοβακία —  
**Country:** Slovakia — **País:** Eslovaquia — **Pays:** Slovaquie — **Paese:** Slovacchia — **Valsts:** Slovākija — **Šalis:** Slovakija —  
**Ország:** Szlovákia — **Pajjiž:** Slovakja — **Land:** Slowakije — **Kraj:** Słowacja — **País:** Eslováquia — **Ṭara:** Slovacia —  
**Krajina:** Slovensko — **Država:** Slovaška — **Maa:** Slovakia — **Land:** Slovakiën

1	2	3	4	5	6
Bratislava	SK 00399	A	IC 1	HC(2), NHC(2)	
			IC 2		E, O
Vyšné Nemecké	SK 00199	R	IC 1	HC, NHC	
			IC 2		U, E
Čierna nad Tisou	SK 00299	F		HC, NHC	

**Страна:** Финландия — **Země:** Finsko — **Land:** Finland — **Land:** Finnland — **Riik:** Soome — **Χώρα:** Φινλανδία —  
**Country:** Finland — **País:** Finlandia — **Pays:** Finlande — **Paese:** Finlandia — **Valsts:** Somija — **Šalis:** Suomija —  
**Ország:** Finnország — **Pajjiž:** Finlandja — **Land:** Finland — **Kraj:** Finlandia — **País:** Finlândia — **Ṭara:** Finlanda —  
**Krajina:** Fínsko — **Država:** Finska — **Maa:** Suomi — **Land:** Finland

1	2	3	4	5	6
Hamina	FI 20599	P		HC(2), NHC(2)	
Helsinki	FI 10199	A		HC(2), NHC(2)	O
Helsinki	FI 00199	P		HC(2), NHC-NT	
Vaalimaa	FI 10599	R		HC(2), NHC	U, E, O

**Страна:** Швеция — **Země:** Švédsko — **Land:** Sverige — **Land:** Schweden — **Riik:** Rootsi — **Χώρα:** Σουηδία — **Country:** Sweden — **País:** Suecia — **Pays:** Suède — **Paese:** Svezia — **Valsts:** Zviedrija — **Šalis:** Švedija — **Ország:** Svédország — **Pajjiž:** Svezja — **Land:** Zweden — **Kraj:** Szwecja — **País:** Suécia — **Ṭara:** Suedia — **Krajina:** Švédsko — **Država:** Švedska — **Maa:** Ruotsi — **Land:** Sverige

1	2	3	4	5	6
Göteborg	SE 14299	P		HC(2), NHC(2)-NT	E*, O*
Göteborg–Landvetter	SE 14199	A	IC 1	HC(2), NHC(2)	O
			IC 2		E
Helsingborg	SE 12399	P		HC(2), NHC-T(FR)(2), NHC-NT(2)	
Norrköping	SE 05199	A			E
Stockholm	SE 01199	P		HC(2)	
Stockholm-Arlanda	SE 01299	A		HC(2), NHC(2)	O

**Страна:** Обединено кралство — **Země:** Spojené království — **Land:** Det Forenede Kongerige — **Land:** Vereinigtes Königreich — **Riik:** Suurbritannia — **Χώρα:** Ηνωμένο Βασίλειο — **Country:** United Kingdom — **País:** Reino Unido — **Pays:** Royaume-Uni — **Paese:** Regno Unito — **Valsts:** Apvienotā Karaliste — **Šalis:** Jungtinė Karalystė — **Ország:** Egyesült Királyság — **Pajjiž:** Renju Unit — **Land:** Verenigd Koninkrijk — **Kraj:** Zjednoczone Królestwo — **País:** Reino Unido — **Ṭara:** Regatul Unit — **Krajina:** Spojené kráľovstvo — **Država:** Združeno kraljestvo — **Maa:** Yhdistynyt kuningaskunta — **Land:** Förenade kungariket

1	2	3	4	5	6
Belfast	GB 41099	A		HC-T(1)(2), HC-NT(2), NHC(2)	
Belfast	GB 40099	P		HC-T(FR)(1)(2), NHC-T(FR)(2)	
Bristol	GB 11099	P		HC-T(FR)(1), HC-NT(1), NHC-NT	
Falmouth	GB 14299	P		HC-T(1), HC-NT(1)	
Felixstowe	GB 13099	P	TCEF	HC-T(1), NHC-T(FR), NHC-NT	
			ATEF	HC-NT(1)	
Gatwick	GB 13299	A	IC 1		O
			IC 2	HC-T(1)(2), HC-NT(1)(2), NHC(2)	
Glasgow	GB 31099	A		HC-T(1)(2), HC-NT(1)(2), NHC-NT(2)	
Grimsby–Immingham	GB 12299	P	Centre 1	HC-T(FR)(1)	
Grove Wharf Wharton	GB 11599	P		NHC-NT(4)	
Heathrow	GB 12499	A	Centre 1	HC-T(1)(2), HC-NT(1)(2), NHC(2)	
			Centre 2	HC-T(1)(2), HC-NT(1)(2)	
			Animal Reception Centre		U, E, O

1	2	3	4	5	6
Hull	GB 14199	P		HC-T(1), HC-NT(1), NHC-NT	
Invergordon	GB 30299	P		NHC-NT(4)	
Liverpool	GB 12099	P		HC(1)(2), NHC(2)	
Luton	GB 10099	A			U, E
Manchester	GB 13799	A	IC 1		O(14)
			IC 2	HC-T(1)(2), HC-NT(1)(2),	
			IC 3	NHC(2)	
Manston	GB 14499	A		HC(1)(2), NHC(2)	
Nottingham–East Midlands	GB 12199	A		HC-T(1), HC-NT(1), NHC-T(FR), NHC-NT	
Peterhead	GB 30699	P		HC-T(FR)(1,2,3)	
Prestwick	GB 31199	A			U, E
Southampton	GB 11399	P		HC-T(1), HC-NT(1), NHC	
Stansted	GB 14399	A		HC-NT(1)(2), NHC-NT(2)	U, E
Thamesport	GB 11899	P		HC-T(1)(2), HC-NT(1)(2), NHC(2)	
Tilbury	GB 10899	P		HC-T(1), HC-NT(1), NHC-T (FR), NHC-NT»	

## ANNEXE II

L'annexe de la décision 2002/459/CE est modifiée comme suit:

- 1) Dans la section relative aux postes d'inspection frontaliers en Estonie, la ligne suivante est supprimée:

«EE 00499 P Paljassaare»;

- 2) Dans la section relative aux postes d'inspection frontaliers en Italie, la ligne suivante est supprimée:

«IT 03299 P Gaeta»;

- 3) Dans la section relative aux postes d'inspection frontaliers au Royaume-Uni, la ligne suivante est supprimée:

«GB 13599 P Sutton Bridge»;

- 4) Dans la section relative aux postes d'inspection frontaliers en Allemagne, la ligne suivante est ajoutée:

«DE 56099 A Leipzig-Halle Flughafen»;

- 5) Dans la section relative aux postes d'inspection frontaliers en Italie, les lignes suivantes sont ajoutées:

«IT 04599 A Brescia Montichiari (aéroport)»,

«IT 04499 P Vado Ligure Savona (port)».

---

**DÉCISION DE LA COMMISSION****du 23 mai 2008****soumettant l'importation d'huile de tournesol originaire ou en provenance d'Ukraine à des conditions particulières, en raison d'un risque de contamination par des huiles minérales***[notifiée sous le numéro C(2008) 2259]***(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2008/388/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires<sup>(1)</sup>, et notamment son article 53, paragraphe 2, premier alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 23 avril 2008, la découverte d'huile de tournesol originaire d'Ukraine contaminée par des niveaux élevés d'huiles minérales a été signalée par la voie du système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF). Par la suite, cette contamination a été confirmée dans plusieurs lots d'huile brute de tournesol originaire d'Ukraine, importés dans la Communauté au cours des derniers mois. L'huile de tournesol à forte teneur en huiles minérales est impropre à la consommation humaine et est donc considérée comme dangereuse. L'origine de la contamination est encore inconnue.
- (2) À plusieurs reprises, la Commission européenne a instamment demandé aux autorités ukrainiennes de lui transmettre des informations concernant l'origine de cette contamination et les mesures adoptées pour éviter toute nouvelle contamination. Des garanties ont également été demandées aux autorités ukrainiennes quant à la mise en place de mesures efficaces garantissant la réalisation des prélèvements et des analyses nécessaires pour détecter la présence d'huiles minérales dans les lots d'huile de tournesol en provenance d'Ukraine et à destination de la Communauté européenne.
- (3) Des investigations sont en cours en Ukraine afin de découvrir l'origine de la contamination. Les autorités ukrainiennes se sont également engagées à mettre en place un système de contrôle approprié afin de certifier qu'aucun lot d'huile de tournesol destiné à l'exportation dans l'Union européenne ne présente une teneur en huiles minérales qui rendrait le produit impropre à la consommation humaine. Toutefois, les caractéristiques de ce système de contrôle n'ont pas encore été commu-

niquées à la Commission. La Commission doit évaluer ce système de contrôle et de certification pour s'assurer de sa précision et de sa fiabilité en vue de garantir qu'aucun lot d'huile de tournesol exporté dans l'Union européenne ne présente une teneur en huiles minérales qui rendrait le produit impropre à la consommation humaine. Dans l'attente de la mise en place d'un tel système de contrôle et de certification, de son évaluation et de son approbation par la Commission, il convient de veiller à ce qu'aucune exportation d'huile de tournesol vers la Communauté européenne n'ait lieu. L'évaluation de ce système se fondera sur les données détaillées fournies par les autorités ukrainiennes.

- (4) Étant donné le degré de risque, il convient que les États membres recherchent l'éventuelle présence d'huiles minérales dans les lots d'huile de tournesol importés, dans le but d'apporter des garanties supplémentaires à la précision et à la fiabilité du système de contrôle et de certification mis en place par les autorités ukrainiennes.
- (5) Conformément à l'article 53 du règlement (CE) n° 178/2002, la Communauté peut adopter des mesures d'urgence appropriées applicables aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux importés d'un pays tiers, dans le but de protéger la santé humaine, la santé animale ou l'environnement, lorsque le risque ne peut pas être maîtrisé de façon satisfaisante par des mesures prises par le ou les États membres concernés.
- (6) En attendant que le système de contrôle et de certification que les autorités ukrainiennes doivent mettre en place ait été évalué et approuvé, aucune importation d'huile de tournesol originaire ou en provenance d'Ukraine ne doit avoir lieu, en raison d'un risque de contamination par des huiles minérales.
- (7) Les États membres ont été informés de cette contamination et ont adopté les mesures nécessaires pour retirer l'huile de tournesol contaminée et les denrées alimentaires en contenant déjà mis sur le marché, conformément aux recommandations de la Commission transmises par l'intermédiaire du système RASFF.
- (8) Compte tenu de l'urgence de la situation, dans l'attente de la réunion du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale et après information des autorités ukrainiennes, il y a lieu d'adopter ces mesures conservatoires, conformément à la procédure prévue à l'article 53, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (CE) n° 178/2002.

<sup>(1)</sup> JO L 31 du 1.2.2002, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 575/2006 de la Commission (JO L 100 du 8.4.2006, p. 3).

- (9) Cette décision fera l'objet d'un réexamen, conformément à la procédure visée à l'article 53, paragraphe 2, deuxième alinéa, du règlement (CE) n° 178/2002,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

1. Les États membres interdisent l'importation d'huile de tournesol, relevant du code NC 1512 11 91, originaire ou en provenance d'Ukraine (ci-après dénommée «huile de tournesol»), à moins que les lots concernés ne soient accompagnés d'un certificat valable garantissant qu'ils ne présentent pas une teneur inacceptable en huiles minérales, et des résultats des prélèvements et des analyses effectués pour détecter la présence d'huiles minérales.

2. Le certificat visé au paragraphe 1, accompagnant les lots d'huile de tournesol importés dans la Communauté, est valable uniquement si les prélèvements, les analyses et sa délivrance ont été effectués après l'évaluation et l'approbation officielle par la Commission européenne du système de contrôle et de certification mis en place par les autorités ukrainiennes.

3. La Commission communique aux États membres les caractéristiques du système de contrôle et de certification mis en place par les autorités ukrainiennes et son approbation officielle par l'intermédiaire du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale.

4. Les États membres adoptent les mesures nécessaires pour effectuer des prélèvements et des analyses sur chaque lot d'huile de tournesol originaire ou en provenance d'Ukraine accompagné d'un certificat valable et présenté à l'importation, pour s'assurer que l'huile de tournesol ne présente pas une teneur en huiles minérales qui la rendrait impropre à la consommation humaine.

Les États membres communiquent tout résultat défavorable à la Commission par l'intermédiaire du système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux. Les résultats favorables sont communiqués à la Commission tous les trimestres.

*Article 2*

La situation doit être réévaluée dans un délai d'un an au plus.

*Article 3*

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 23 mai 2008.

*Par la Commission*  
Androulla VASSILIOU  
*Membre de la Commission*

## III

(Actes pris en application du traité UE)

## ACTES PRIS EN APPLICATION DU TITRE V DU TRAITÉ UE

## DÉCISION 2008/389/PESC DU CONSEIL

du 7 avril 2008

**concernant la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République centrafricaine relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République centrafricaine**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 24,

vu la recommandation de la présidence,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 25 septembre 2007, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 1778 (2007), approuvant la mise en place d'une mission des Nations unies en République centrafricaine et au Tchad (Minurcat) et autorisant l'Union européenne à déployer dans ces pays, pour la durée de douze mois à compter de la déclaration de capacité opérationnelle initiale, d'une opération destinée à soutenir la mission des Nations unies. Par ailleurs, la résolution a invité les gouvernements du Tchad et de la République centrafricaine et l'Union européenne à conclure dès que possible des accords sur le statut des forces de l'opération de l'Union européenne.
- (2) Le 15 octobre 2007, le Conseil a arrêté l'action commune 2007/677/PESC <sup>(1)</sup> relative à l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine (EUFOR Tchad/CAR).
- (3) À la suite de l'autorisation donnée par le Conseil le 18 septembre 2007, conformément à l'article 24 du traité sur l'Union européenne, la présidence, assistée du secrétaire général/haut représentant, a négocié un accord entre l'Union européenne et la République centrafricaine relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République centrafricaine.
- (4) Il convient d'approuver cet accord,

DÉCIDE:

*Article premier*

L'accord entre l'Union européenne et la République centrafricaine relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République centrafricaine est approuvé au nom de l'Union européenne.

Le texte de l'accord est joint à la présente décision.

*Article 2*

Le président du Conseil est autorisé à désigner la personne habilitée à signer l'accord à l'effet d'engager l'Union européenne.

*Article 3*

La présente décision prend effet le jour de son adoption.

*Article 4*

La présente décision est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 7 avril 2008.

Par le Conseil  
Le président  
R. ŽERJAV

<sup>(1)</sup> JO L 279 du 23.10.2007, p. 21.

**ACCORD****entre l'Union européenne et la République centrafricaine relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République centrafricaine**

L'UNION EUROPÉENNE, ci-après dénommée l'«UE»,

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, ci-après dénommée «l'État hôte»,

d'autre part,

ci-après dénommées les «parties»,

CONSIDÉRANT:

- la résolution 1778 (2007) du Conseil de sécurité des Nations unies du 25 septembre 2007,
- l'action commune 2007/677/PESC du 15 octobre 2007 du Conseil relative à l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine (EUFOR Tchad/RCA),
- le fait que le présent accord n'affecte pas les droits et obligations des parties découlant d'accords et d'autres instruments internationaux instituant des cours et des tribunaux internationaux, y compris le statut de la Cour pénale internationale,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

*Article 1*

**Champ d'application et définitions**

1. Les dispositions du présent accord s'appliquent aux forces placées sous la direction de l'Union européenne et à leur personnel.
2. Les dispositions du présent accord ne s'appliquent que sur le territoire de l'État hôte.
3. Aux fins du présent accord, on entend par:
  - a) «forces placées sous la direction de l'Union européenne» (EUFOR), les quartiers généraux militaires de l'Union européenne et les contingents nationaux qui contribuent à l'opération, leurs équipements et leurs moyens de transport;
  - b) «opération», la préparation, la mise en place, l'exécution et le soutien de la mission militaire faisant suite au mandat résultant de la résolution 1778 (2007) du Conseil de sécurité des Nations unies du 25 septembre 2007;
  - c) «commandant de la force de l'Union européenne», le commandant sur le théâtre d'opérations;
  - d) «quartier général militaire de l'Union européenne», les quartiers généraux militaires et leurs éléments, où qu'ils se trouvent, placés sous l'autorité de commandants militaires de l'Union européenne exerçant le commandement ou le contrôle militaire de l'opération;
  - e) «contingents nationaux», les unités et les éléments appartenant aux États membres de l'Union européenne et aux autres États participant à l'opération;
  - f) «personnel de l'EUFOR», les membres du personnel civil et militaire affecté à l'EUFOR, ainsi que le personnel déployé en vue de préparer l'opération et le personnel en mission pour un État contributeur d'origine ou une institution de l'Union européenne dans le cadre de l'opération, qui se trouvent, sauf disposition contraire du présent accord, sur le territoire de l'État hôte, à l'exception du personnel employé sur place et du personnel employé par des entreprises commerciales internationales;



- g) «personnel employé sur place», les membres du personnel qui sont des ressortissants ou des résidents permanents de l'État hôte;
- h) «installations», l'ensemble des locaux, logements et terrains nécessaires à l'EUFOR et à son personnel;
- i) «État contributeur», un État mettant un contingent national à la disposition de l'EUFOR.

#### Article 2

##### Dispositions générales

1. L'EUFOR et son personnel respectent les lois et les règlements de l'État hôte et s'abstiennent de toute action ou activité incompatible avec les objectifs de l'opération.
2. L'EUFOR communique régulièrement au gouvernement de l'État hôte le nombre des membres de son personnel qui sont stationnés sur le territoire de l'État hôte.

#### Article 3

##### Identification

1. Les membres du personnel de l'EUFOR doivent porter en permanence sur eux leur passeport ou leur carte d'identité militaire.
2. Les véhicules, aéronefs, navires et autres moyens de transport de l'EUFOR portent un marquage d'identification et/ou des plaques d'immatriculation distinctifs de l'EUFOR, qui sont notifiés aux autorités compétentes de l'État hôte.
3. L'EUFOR a le droit d'arborer le drapeau de l'Union européenne et des signes distinctifs, tels qu'insignes militaires, titres et symboles officiels, sur ses installations, véhicules et autres moyens de transport. Les uniformes du personnel de l'EUFOR portent un emblème distinctif de l'EUFOR. Les drapeaux ou insignes nationaux des contingents nationaux participant à l'opération peuvent être arborés sur les installations, véhicules et autres moyens de transport et uniformes de l'EUFOR, selon la décision du commandant de la force de l'Union européenne.

#### Article 4

##### Franchissement des frontières et déplacements sur le territoire de l'État hôte

1. Les membres du personnel de l'EUFOR ne pénètrent sur le territoire de l'État hôte que sur présentation des documents prévus à l'article 3, paragraphe 1, ou, lorsqu'il s'agit de la première entrée, d'un ordre de mission individuel ou collectif délivré par l'EUFOR. Lorsqu'ils entrent sur le territoire de l'État hôte, qu'ils le quittent ou qu'ils s'y trouvent, ils sont exemptés

des dispositions en matière de passeport et de visa, des inspections menées dans le cadre des formalités d'immigration et du contrôle douanier.

2. Les membres du personnel de l'EUFOR sont exemptés des dispositions de l'État hôte relatives à l'enregistrement et au contrôle des étrangers, mais n'acquièrent aucun droit de séjour ou de domicile permanent sur le territoire de l'État hôte.

3. Les ressources et les moyens de transport de l'EUFOR destinés à appuyer l'opération, qui entrent sur le territoire de l'État hôte, transitent par ce territoire ou en sortent, sont exemptés de toute obligation de produire des inventaires ou d'autres documents douaniers, ainsi que de toute inspection.

4. Les membres du personnel de l'EUFOR peuvent conduire des véhicules à moteur et piloter des aéronefs sur le territoire de l'État hôte pour autant qu'ils soient titulaires, selon le cas, d'un permis de conduire ou d'une licence de pilote national, international ou militaire en cours de validité.

5. Pour les besoins de l'opération, l'État hôte accorde à l'EUFOR et à son personnel la liberté de déplacement et de circulation sur son territoire, y compris son espace aérien.

6. Pour les besoins de l'opération, l'EUFOR peut se livrer, sur le territoire de l'État hôte, y compris dans son espace aérien, à des exercices ou à des manœuvres avec armes.

7. Pour les besoins de l'opération, l'EUFOR peut utiliser les routes, ponts, transbordeurs et aéroports sans devoir s'acquitter de redevances, péages, taxes ou droits similaires. L'EUFOR n'est pas exemptée de contributions d'un montant raisonnable pour les services dont elle bénéficie à sa demande, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les forces armées de l'État hôte.

#### Article 5

##### Privilèges et immunités accordés à l'EUFOR par l'État hôte

1. Les installations de l'EUFOR sont inviolables. Il n'est pas permis aux agents de l'État hôte d'y pénétrer sans le consentement du commandant de la force de l'Union européenne.
2. Les installations de l'EUFOR, leur ameublement et les autres objets qui s'y trouvent, ainsi que ses moyens de transport, ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, réquisition, saisie ou mesure d'exécution. Néanmoins, le commandant de la force de l'Union européenne peut autoriser les autorités de l'État hôte à procéder à une perquisition. Dans ce cas, celle-ci est effectuée en présence du représentant du commandant de la force de l'Union européenne.

3. L'EUFOR, ainsi que les biens et les ressources dont elle dispose, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction.

4. Les archives et les documents de l'EUFOR sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent.

5. La correspondance officielle de l'EUFOR est inviolable. On entend par «correspondance officielle» toute la correspondance relative à l'opération et à ses fonctions.

6. L'EUFOR, ainsi que ses fournisseurs et ses contractants, pour autant que ceux-ci ne soient pas ressortissants de l'État hôte, sont exempts de tous impôts, taxes et autres droits similaires nationaux, régionaux ou communaux au titre des biens achetés et importés, des services rendus et des installations utilisées par elle pour les besoins de l'opération. L'EUFOR n'est pas exempté des impôts, taxes ou autres droits perçus en rémunération de services rendus.

7. L'État hôte autorise l'entrée des articles destinés à l'opération et les exempte de tout droit de douane, redevance, péage, taxe ou autre droit similaire, mis à part les frais d'entreposage, de transport et autres services rendus.

#### Article 6

#### **Privilèges et immunités accordés au personnel de l'EUFOR par l'État hôte**

1. Le personnel de l'EUFOR ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention.

2. Les documents, la correspondance et les biens du personnel de l'EUFOR jouissent de l'inviolabilité, sous réserve des mesures d'exécution autorisées en vertu du paragraphe 6.

3. Le personnel de l'EUFOR jouit de l'immunité de la juridiction pénale de l'État hôte en toutes circonstances.

L'État contributeur ou l'institution concernée de l'Union européenne, selon le cas, peut renoncer à l'immunité de la juridiction pénale du personnel de l'EUFOR. La renonciation doit toujours être expresse.

4. Le personnel de l'EUFOR jouit de l'immunité de la juridiction civile et administrative de l'État hôte en ce qui concerne les paroles et les écrits ainsi que tous les actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions officielles. Lorsqu'une procédure civile est engagée à l'encontre du personnel de l'EUFOR devant une juridiction de l'État hôte, le commandant de la force de l'Union européenne et l'autorité compétente de l'État contributeur ou l'institution concernée de l'Union européenne en sont immédiatement informés. Préalablement à l'ouverture de la procédure devant la juridiction compétente, le commandant de la force de l'Union européenne et l'autorité compétente de

l'État contributeur ou l'institution concernée de l'Union européenne attestent que l'acte en question a ou non été commis par le personnel de l'EUFOR dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Lorsque l'acte en question a été commis dans l'exercice de fonctions officielles, la procédure n'est pas engagée et les dispositions de l'article 15 s'appliquent. Si cet acte n'a pas été commis dans l'exercice de fonctions officielles, la procédure peut se poursuivre. L'attestation par le commandant de la force de l'Union européenne et l'autorité compétente de l'État contributeur ou l'institution concernée de l'Union européenne revêt un caractère contraignant pour la juridiction de l'État hôte, qui ne peut pas la contester.

Si le personnel de l'EUFOR engage une procédure, il n'est plus recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle directement liée à la demande principale.

5. Le personnel de l'EUFOR n'est pas obligé de donner son témoignage.

6. Aucune mesure d'exécution ne peut être prise à l'égard du personnel de l'EUFOR, sauf si une procédure civile non liée à ses fonctions officielles est ouverte à son encontre. Les biens du personnel de l'EUFOR, dont le commandant de la force de l'Union européenne certifie qu'ils sont nécessaires à l'exécution des fonctions officielles dudit personnel, ne peuvent être saisis en exécution d'une décision de justice. Dans le cadre des procédures civiles, le personnel de l'EUFOR n'est soumis à aucune restriction quant à sa liberté personnelle, ni à aucune autre mesure de contrainte.

7. L'immunité de juridiction du personnel de l'EUFOR dans l'État hôte ne saurait l'exempter de la juridiction de l'État contributeur.

8. Pour ce qui est des services rendus à l'EUFOR, le personnel de l'EUFOR est exempté des dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur dans l'État hôte.

9. Le personnel de l'EUFOR est exempt de toute forme d'impôt dans l'État hôte quant à la rémunération et aux émoluments qui lui sont versés par l'EUFOR ou l'État contributeur, ainsi qu'en ce qui concerne tout revenu perçu en dehors de l'État hôte.

10. Le personnel de l'EUFOR est soumis au paiement des droits de douane, taxes et autres redevances connexes sur les objets destinés à son usage personnel, à l'exception de ceux déjà en sa possession à l'entrée sur le territoire de l'État hôte et de ceux de première nécessité. Il n'est pas exempt du paiement des frais d'entreposage, de transport et des frais afférents à des services analogues sur les objets destinés à son usage personnel.

Le personnel de l'EUFOR est exempté de l'inspection de son bagage personnel, à moins qu'il n'existe des motifs sérieux de croire que celui-ci contient des objets qui ne sont pas destinés à son usage personnel, ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par la législation ou soumise aux règlements de quarantaine de l'État hôte. En pareil cas, l'inspection ne doit se faire qu'en présence du personnel concerné de l'EUFOR ou d'un représentant autorisé de l'EUFOR.

#### Article 7

### Personnel employé sur place

Le personnel employé sur place ne bénéficie des privilèges et immunités que dans la mesure où l'État hôte les lui reconnaît. Toutefois, l'État hôte doit exercer sa juridiction sur ce personnel de façon à ne pas entraver d'une manière excessive l'accomplissement des fonctions de l'opération.

#### Article 8

### Juridiction pénale

Les autorités compétentes d'un État contributeur ont le droit d'exercer sur le territoire de l'État hôte tous les pouvoirs de juridiction pénale et disciplinaire que leur confère la législation de l'État contributeur sur tout membre du personnel de l'EUFOR soumis à cette législation.

#### Article 9

### Uniforme et armes

1. Le port de l'uniforme fait l'objet de règles arrêtées par le commandant de la force de l'Union européenne.
2. Les membres du personnel militaire de l'EUFOR peuvent porter des armes et des munitions à condition d'y être autorisés par leurs ordres.

#### Article 10

### Soutien fourni par l'État hôte et passation de contrats

1. L'État hôte accepte, s'il y est invité, d'aider l'EUFOR à trouver des installations appropriées.
2. L'État hôte, dans la limite de ses moyens, met gracieusement à disposition les installations dont il est propriétaire, dans la mesure où ces installations sont requises pour la conduite des activités administratives et opérationnelles de l'EUFOR. En ce qui concerne les installations appartenant à des entités juridiques privées, l'État hôte s'engage à appuyer, aux frais de l'EUFOR, les efforts de recherche et de mise à disposition de celles-ci.
3. Dans la mesure de ses moyens et capacités, l'État hôte contribue à la préparation, à la mise en place, à l'exécution et au soutien de l'opération. L'aide et le soutien apportés par l'État hôte à l'opération sont fournis dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour ses propres forces armées.

4. Le droit applicable aux contrats conclus par l'EUFOR dans l'État hôte est déterminé dans lesdits contrats.

5. Le contrat peut stipuler que la procédure de règlement des différends prévue à l'article 15, paragraphes 3 et 4, s'applique aux différends découlant de l'application du contrat.

6. L'État hôte facilite l'exécution des contrats conclus par l'EUFOR avec des entités commerciales aux fins de l'opération.

#### Article 11

### Modification des installations

1. L'EUFOR est autorisée à construire ou à modifier des installations en fonction de ses besoins opérationnels.
2. L'État hôte ne réclame à l'EUFOR aucune compensation pour ces constructions ou modifications.

#### Article 12

### Membres décédés du personnel de l'EUFOR

1. Le commandant de la force de l'Union européenne a le droit de prendre en charge le rapatriement de tout membre décédé du personnel de l'EUFOR, ainsi que de ses biens personnels, et de prendre pour ce faire les dispositions appropriées.
2. Il n'est pas pratiqué d'autopsie sur le corps de tout membre décédé du personnel de l'EUFOR sans l'accord de l'État concerné et en dehors de la présence d'un représentant de l'EUFOR et/ou de l'État concerné.
3. L'État hôte et l'EUFOR coopèrent dans toute la mesure du possible pour assurer dans les meilleurs délais le rapatriement de tout membre décédé du personnel de l'EUFOR.

#### Article 13

### Sécurité de l'EUFOR et police militaire

1. L'État hôte prend toutes les mesures appropriées pour assurer la sécurité de l'EUFOR et de son personnel.
2. L'EUFOR est habilitée à prendre les mesures nécessaires pour protéger ses installations, y compris celles qu'elle utilise pour son entraînement, contre toute attaque ou intrusion en provenance de l'extérieur.
3. Le commandant de la force de l'Union européenne peut créer une unité de police militaire afin de maintenir l'ordre dans les installations de l'EUFOR.

4. L'unité de police militaire peut aussi, en consultation et en coopération avec la police militaire ou la police de l'État hôte, intervenir en dehors desdites installations pour assurer le maintien de l'ordre et de la discipline parmi le personnel de l'EUFOR.

#### Article 14

##### Communications

1. L'EUFOR peut installer et utiliser des émetteurs et des récepteurs radio, ainsi que des systèmes par satellite. Elle coopère avec les autorités compétentes de l'État hôte pour éviter tout conflit en ce qui concerne l'utilisation des fréquences appropriées. L'accès au spectre des fréquences est accordé gracieusement par l'État hôte.

2. L'EUFOR a le droit de communiquer, sans restriction aucune, par radio (y compris par satellite, mobile ou radio portable), par téléphone, par télégraphe, par télécopieur et par d'autres moyens, ainsi que le droit d'installer les équipements nécessaires pour assurer les communications voulues à l'intérieur des installations de l'EUFOR et entre ces installations, y compris le droit de poser des câbles et des lignes terrestres pour les besoins de l'opération.

3. L'EUFOR peut prendre, au niveau de ses propres installations, les dispositions nécessaires pour assurer la transmission du courrier adressé à l'EUFOR ou à son personnel ou émanant de l'EUFOR ou de son personnel en collaboration, si le commandant de la force de l'Union européenne l'estime nécessaire, avec les autorités compétentes de l'État hôte.

#### Article 15

##### Demandes d'indemnisation en cas de décès, blessure, dommage ou perte

1. L'EUFOR et son personnel ne peuvent être tenus pour responsables de la détérioration ou de la perte de biens civils ou publics découlant des impératifs opérationnels ou d'activités liées à des troubles civils ou à la protection de l'EUFOR.

2. En vue de parvenir à un règlement amiable, les demandes d'indemnisation en cas de détérioration ou de perte de biens civils ou publics non couvertes par le paragraphe 1, ainsi que les demandes d'indemnisation en cas de décès ou de blessure d'une personne et de détérioration ou de perte de biens appartenant à l'EUFOR, sont transmises à l'EUFOR par l'intermédiaire des autorités compétentes de l'État hôte pour ce qui concerne les demandes présentées par des personnes morales ou physiques de l'État hôte, ou aux autorités compétentes de l'État hôte pour ce qui est des demandes présentées par l'EUFOR.

3. Lorsqu'il s'avère impossible de parvenir à un règlement amiable, la demande d'indemnisation est transmise à une commission d'indemnisation composée à parts égales de représentants de l'EUFOR et de l'État hôte. Le règlement des demandes se fait d'un commun accord.

4. Lorsqu'il s'avère impossible de parvenir à un règlement au sein de la commission d'indemnisation, les demandes:

a) portant sur un montant inférieur ou égal à 40 000 EUR sont réglées par la voie diplomatique entre l'État hôte et des représentants de l'Union européenne;

b) portant sur un montant supérieur à celui fixé au point a) sont soumises à une instance d'arbitrage, dont la décision est contraignante.

5. L'instance d'arbitrage est composée de trois arbitres, dont le premier est désigné par l'État hôte, le deuxième par l'EUFOR et le troisième d'un commun accord par l'État hôte et l'EUFOR. Lorsque l'une des parties omet de désigner un arbitre dans un délai de deux mois, ou à défaut d'accord entre l'État hôte et l'EUFOR sur la désignation du troisième arbitre, celui-ci est commis d'office par le président de la Cour de justice des Communautés européennes.

6. L'EUFOR et les autorités administratives de l'État hôte conviennent des dispositions administratives nécessaires pour définir le mandat de la commission d'indemnisation et de l'instance d'arbitrage, les procédures applicables au sein de ces organes et les conditions régissant le dépôt des demandes d'indemnisation.

#### Article 16

##### Liaison et différends

1. Toutes les questions liées à l'application du présent accord sont examinées conjointement par des représentants de l'EUFOR et les autorités compétentes de l'État hôte.

2. À défaut de règlement préalable, les différends portant sur l'interprétation ou l'application du présent accord sont réglés exclusivement par la voie diplomatique entre l'État hôte et des représentants de l'Union européenne.

#### Article 17

##### Autres dispositions

1. Lorsqu'il est fait référence dans le présent accord aux privilèges, immunités et droits de l'EUFOR et de son personnel, le gouvernement de l'État hôte est responsable de leur mise en œuvre et de leur respect par les autorités locales compétentes de l'État hôte.

2. Aucune disposition du présent accord ne vise à déroger aux droits éventuellement reconnus en vertu d'autres accords à un État membre de l'Union européenne ou à un autre État contribuant à l'EUFOR, et ne peut être interprétée comme y dérogeant.

## Article 18

**Modalités d'application**

Aux fins de l'application du présent accord, les questions d'ordre opérationnel, administratif ou technique peuvent faire l'objet d'arrangements distincts conclus entre le commandant de la force de l'EU et les autorités administratives de l'État hôte.

## Article 19

**Entrée en vigueur et résiliation**

1. Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature et reste en vigueur jusqu'à la date du départ du dernier élément et du dernier membre du personnel de l'EUFOR, telle que notifiée par l'EUFOR.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les dispositions prévues à l'article 4, paragraphe 7, à l'article 5, paragraphes 1 à 3, 6 et 7, à l'article 6, paragraphes 1, 3, 4, 6 et 8 à 10, à l'article 10, paragraphe 2, à l'article 11, à l'article 13, paragraphes 1 et 2 et à l'article 15 sont réputées d'application à partir de la date du déploiement du premier membre du personnel de l'EUFOR, si cette date est antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

3. Le présent accord peut être modifié sur la base d'un accord écrit conclu entre les parties.

4. La résiliation du présent accord n'affecte pas les droits ou obligations résultant de son exécution préalablement à cette résiliation.

Fait à Bangui, le

16 avril 2008

en quatre exemplaires originaux en langue française.

Pour l'Union européenne

  
Alain GIRMA  
Ambassadeur de France

Pour la République centrafricaine

  
Pr. Faustin Archange  
TOUADERA



**RECTIFICATIFS****Rectificatif à la directive 2008/42/CE de la Commission du 3 avril 2008 modifiant la directive 76/768/CEE du Conseil relative aux produits cosmétiques, en vue d'adapter ses annexes II et III au progrès technique**

(«Journal officiel de l'Union européenne» L 93 du 4 avril 2008)

Page 21, à l'annexe III modifiée, colonne (d) «Concentration maximale autorisée dans le produit cosmétique fini», numéro d'ordre 164:

au lieu de: «b) 0,02»,

lire: «0,02».

---